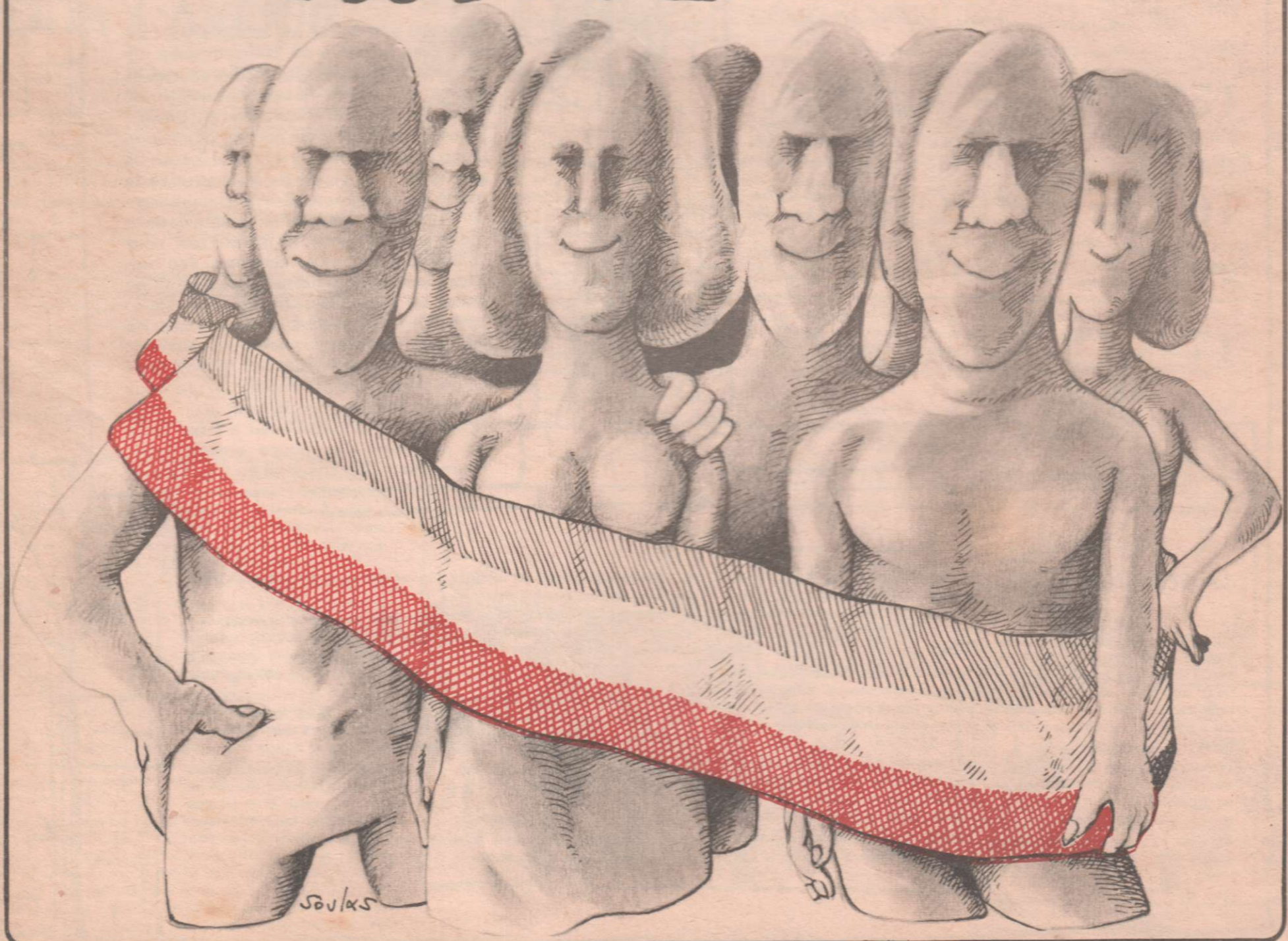
la gueule ouverte

N° 92 – mercredi 11 février 1976 – hebdomadaire 4 F

AU SOMMAIRE

- Vandoncourt, Coupvray, la révolution verte dans les petites communes, page 3.
- Un an de prison à l'insoumis Jean-Louis Soulié, page 9.
- Les médecins aiment-ils leurs malades ? page 6.
- Chronique de l'énergie solaire, page 11, etc.

VIVE LES COMMUNES AUTOGÉRÉES



FÉVRIER

11 mercredi

- Derniers jours pour voir ce qu'on peut faire au secours du refuge S.P.A. de Tossiat (Ain). Il doit obligatoirement fermer le 15 février. Les animaux non adoptés seront zigouillés...

12 jeudi

Lever du soleil à 6 h 59, coucher à 17 h 12 (t.u.)

- Assises écologiques de la Seine et Marne à la salle de veillée de la FOCEL, Impasse du Château, La Rochette (près Melun) 20 h 30 — s'abonner à la gueule ouverte. Un an 180 F. Six mois 95 F.

13 vendredi

- Foire à Autun (Saône et Loire)
- A Paris, le resto communautaire "La Gamelle", 32 rue des Trois Frères (18e) sert de bons plats végétariens. On peut y manger pour 10 F.

14 samedi

- Colloque "Energie nucléaire et Société" à la M.I.C. de Nancy.
- Au jardin, semer cerfeuil, épinard ; bluets, pavots.

15 dimanche

Pleine lune

- Foire aux chevaux de Cluny (Saône et Loire)
- Marche sur Paris pour la libération des emprisonnés "démoralisateurs de l'armée"...

16 lundi

Ecrire un petit mot à Jean-Louis Soulié (voir p. 9) qui ne doit pas se distraire tous les jours autant qu'à son procès : Jean-Louis Soulié, Maison d'Arrêt Maurice Barrès, Ecrou 6506, 57038 Metz Cedex.

17 mardi

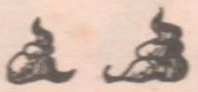
Grâce à la bonté de Pestalozzi, célèbre éducateur décédé le 17 février 1827, les petits enfants des écoles suisses connaissent maintenant la règle de physique appliquée : toute gifle partant de la main du professeur atterrit sur la joue de l'élève.

Alors cet abonnement, c'est pas encore fait ? C'est une question de vie ou de mort, on vous dit !

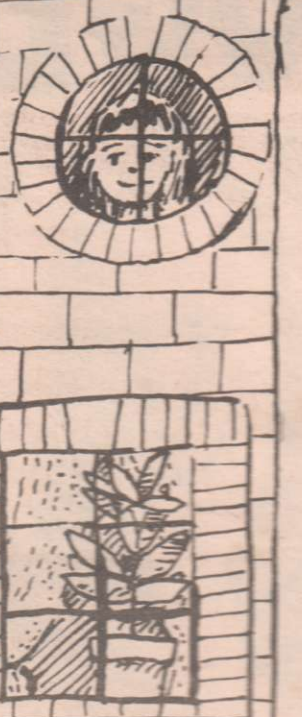
LES ETRONS DE LA SEMAINE

Sous prétexte de lutter contre « l'amoralisme bourgeois », le Congrès du Parti Communiste Français reprend les vieux clichés moralistes de la bourgeoisie.

Le Parti Communiste Français réuni en congrès n'a pas dit un mot contre l'énergie nucléaire.



Au congrès du Parti Communiste Français, pas un mot de soutien aux objecteurs et insoumis emprisonnés, pas un mot contre l'armée.



LA RECETTE VEGETARIENNE DE LA SEMAINE

TARTE AUX PRUNEAUX

Faire une pâte brisée (ou sablée si vous savez) avec un verre de farine blanche, un verre de farine complète, 120 grammes de beurre, une pincée de sel, une cuillérée de sucre roux, pincée de vanille en poudre, pincée de cannelle en poudre, demi-verre d'eau tiède. Pendant que la pâte repose un peu, cuire à l'eau, sans sucre, avec un zeste de citron, 200 grammes de pruneaux. Foncer un moule avec la pâte. Recouvrir de la préparation suivante : un jaune d'œuf, deux cuillérées à soupe de sucre roux, une cuillérée à soupe de Maïzéna, le jus d'un citron entier, un verre d'eau chaude, tout ça bien battu. Disposer là-dessus, bien rangés, les pruneaux dénoyautés. Avec les abaisses (les restes) de pâte, faire des lanières fines qu'on entrecroise par dessus les pruneaux et qu'on badigeonne du bout d'un doigt trempé dans la préparation à l'œuf entre les pruneaux. Une bonne grande demi-heure à four bien chaud (8 au thermostat).

LA SEMAINE PASSEE

5 février - Philippe Luquet, objecteur maladroit (il s'y est pris trop tard pour obtenir le statut) mais « élite intellectuelle de notre pays » (c'est le président du Tribunal qui l'a dit) en a pris pour un an de tôle au TPFA de Reuilly.

L'hépatite pour pas cher : les ostréiculteurs et écaillers proposent quatre huîtres gratuites par douzaine gobée.

Meeting anti-militariste de la Fédération Anarchiste, à Paris, interdit sous prétexte de sécurité.

En France, la régression de création d'emplois serait de 0,3 %. On sait pas y faire : en Amérique au moins, l'anti-pollution a créé un secteur de pointe employant plus d'un million de nouveaux salariés.

6 février- Monsieur Paul Granet, secrétaire d'Etat à l'environnement, réitère publiquement sa prise de position contre le projet actuel de centrale nucléaire à Nogent sur Seine (voir G.O. n° 90).

7 février- Le président Giscard d'Estaing, fidèle à sa politique dite de régionalisation, se prononce, dans un entretien avec « Télé 7 Jours », contre les radios régionales.

8 février- Six antimilitaristes enchaînés à un lampadaire d'une rue piétonnière de Lyon.

OSS à l'ambassade : effrayés par un niveau anormal de radiations dans leur ambassade, les Américains à Moscou pensent qu'ils sont observés électroniquement par leurs hôtes et installent des écrans de protection à leurs fenêtres.

9 février- Condamné à cesser tout de suite de faire du bruit avec sa presse à emboutir, un industriel de Besançon fait savoir que cette mesure coercitive le force à licencier une quinzaine d'employés. Du coup, bien sûr, il est soutenu par ses ouvriers.

Harmonisation du nucléaire, suite : Kissinger préconise un accroissement accéléré de la production US d'uranium enrichi de façon à ce que personne ne puisse entrer en concurrence.

Fessenheim, ça se précise : la première livraison d'uranium (enrichi en URSS, conditionné en Belgique) est arrivée. Le démarrage du premier réacteur PWR est prévu pour octobre 76.

C'est au tour du port de Nantes d'être noyé sous la marée noire à cause d'une péniche dansante.

Les « candidats verts » aux élections cantonales de la Région Parisienne précisent leur programme : pas question de se substituer aux partis, mais forcer tout le monde à voir et combattre les causes de la « dégradation de la vie ».

Il existe en France des milliers de petites communes. Certaines sont encore rurales, plus pour longtemps, équilibrées dans leur architecture et leur rapport à l'environnement. Ça et là, elles commencent à être le lieu d'une prise de conscience écologico-politique collective. Des exemples à suivre...

REVOLUTIONS DE CLOCHER

DES JALONS POUR L'AVENIR

Vous connaissez, Vandoncourt ? Vous avez lu les pages de Cabu dans « Charlie Hebdo » (nos 267 et 269) ? Vous avez lu aussi l'excellent reportage de Jean-Paul Muller dans « Combat non-violent » du 8 janvier ? Vous ne lisez pas « Combat non-violent » ? Pas possible ! ? ! Un lecteur de « La Gueule Ouverte » doit être abonné aussi à « Combat non-violent » et à « Libération », derrière ça il n'a plus besoin de rien : économie de télé et de médias bourrés de publicité, dans ces trois là il fait le tour complet de toutes les informations importantes et de l'anti-lavage de cerveau...

Ne vous imaginez pas monts et merveilles, surtout. Vandoncourt, ce n'est pas la révolution achevée. Ce n'est pas le paradis du marginal. Ce n'est pas la communauté dans l'amour et le riz complet. Ce n'est pas, surtout pas, le phalanstère idylliquement pastoral... Vandoncourt, c'est un « lieu » de notre époque. Lieu où convergent idées, possibilités géographiques et sociologiques de les réaliser, et personnes pour mettre tout ça en branle.

Vandoncourt, c'est un village où la vie tente de prendre un sens.

A 16 kilomètres de Montbéliard (l'affreux fief Peugeot, ses usines, ses fumées, ses banlieues ouvrières) avec six cents habitants dont seulement quatre familles d'agriculteurs et presque tout le reste en travailleurs de la ville, Vandoncourt ne veut pas entrer dans le siècle, c'est-à-dire dans l'expansion, urbanisation, industrialisation, sans avoir pris le temps du « on réfléchit et c'est pas triste ».

C'est ça qui se passe en ce moment à Vandoncourt : on réfléchit sur ce qu'on est, ce qu'on possède, ce qu'on fait et ce qu'on voudrait faire, en essayant de se marrer au maximum.

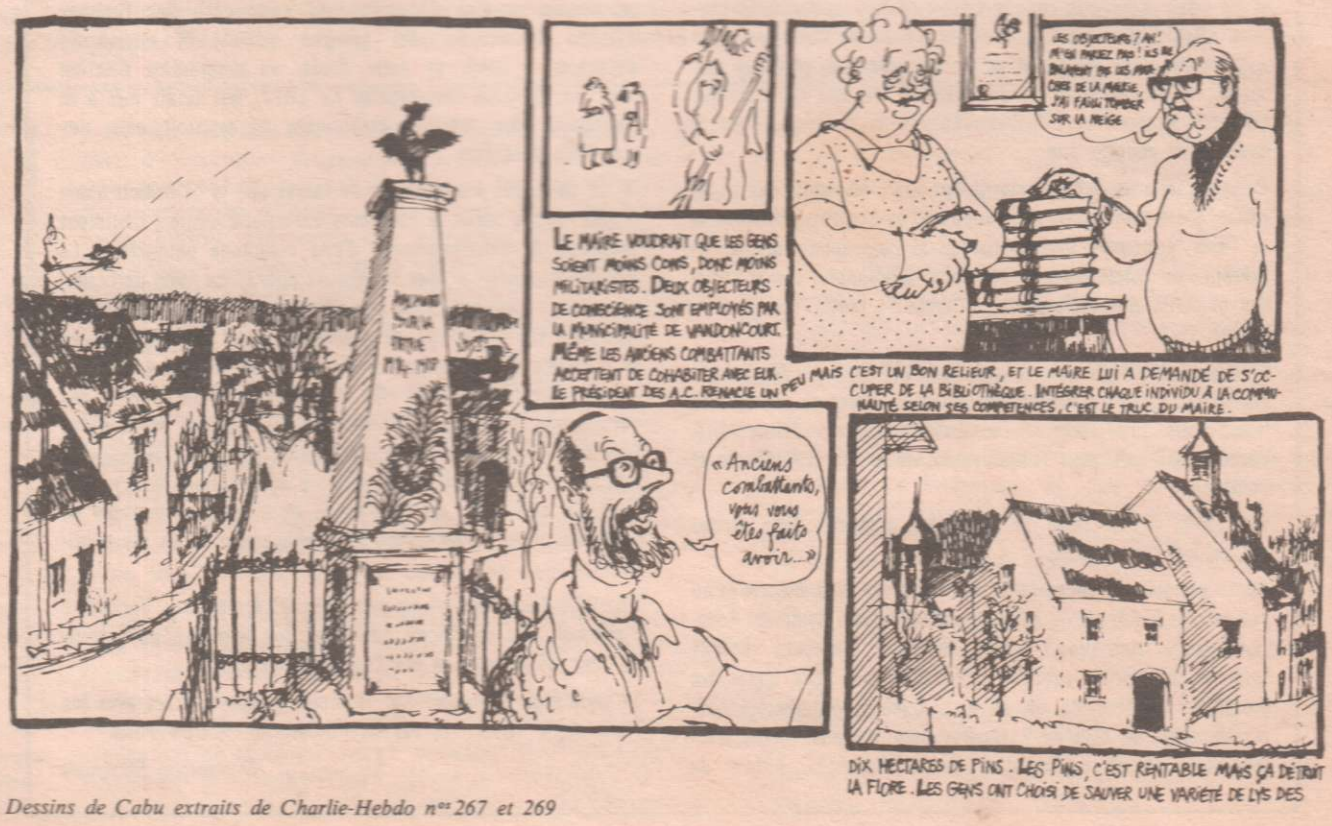
Bien sûr, derrière ce petit miracle rare, il y a la volonté d'un bonhomme : le maire Jean-Pierre Maillard. Retraité de l'enseignement, grand gaillard plein d'énergie (il prend un petit déjeûner de fruits, c'est peut-être ça ?), bourré d'idées, d'une grande aisance amicale dans les rapports humains, un tantinet chef scout si on voulait le regarder avec malveillance, mais formidablement sympathique si on veut bien laisser ses petits préjugés gauchistes sur la route avant d'arriver.

Quand il est revenu définitivement au pays après avoir bourlingué de par nos ex-colonies où il faisait dans la coopération, Maillard a commencé par être l'initiateur d'associations sportives : il lui fallait de l'action, et se remuer tout seul c'est pas marrant. Ainsi, tous les actifs du pays, les dynamiques, ceux qui en avaient marre de la tristesse engendrée par l'ancienne municipalité pisse-vinaigre, se sont tout naturellement groupés autour de lui. Le temps des municipales arrivé, l'idée a vite pris corps de former une liste pour avoir une chance d'agir ensuite plus directement sur la commune avec l'ensemble de ses habitants. Par ailleurs, bien sûr, tous ces gens-là avaient plus ou moins des « idées de gauche ». Mais dans un petit village on politise rarement les élection municipales. C'est donc avec une « liste d'intérêt communal » qu'on s'est présenté et qu'on a triomphé.

PREMIÈRE phase du « on réfléchit » : recenser choses et gens, apprendre à les connaître pour savoir de quel matériel on dispose pour décider de l'avenir. Avec l'aide d'universitaires de Besançon, on a fait une étude très poussée en finesse de la flore locale : maintenant, quand on parle d'environnement, on sait ce qu'on protège et pourquoi. Un habitant du village a présenté une thèse « Comment peut-on être villageois en milieu urbain » à partir d'entretiens avec les habitants : après l'avoir lue – c'est passionnant et facile, sans jargon – on connaît mieux les désirs, les phantasmes, les possibilités et les tabous concernant les rapports des gens à la communauté, au sol, à la campagne, à la ville proche, au passé, à l'avenir et, ma foi, à eux-mêmes. Il y a eu, il y aura, d'autres études sérieuses de ce genre, toutes accomplies avec la participation consciente de la population. C'est très bien, mais ça pourrait être insuffisant : nos dirigeants, nos urbanistes, eux aussi, passent leur temps à faire études, enquêtes, statistiques, rapports, thèses. Ils s'en servent ensuite pour mieux nous gruger et nous asservir. Or, à Vandoncourt, ça, c'est impossible.

Parce que la deuxième originalité de la période « on réfléchit » du village, c'est la diffusion de l'information. En deux temps. D'abord, les gens apprennent à se connaître entre eux et à connaître leur place, leur rôle par rapport aux autres : il y a 17 associations (sportives, culturelles ou autres) dans ce minuscule village. Difficile d'y échapper, de n'être pas président de ceci, trésorier de cela ou secrétaire d'autre chose... La participation à la vie de la communauté est pratiquement inévitable. Partant, on est obligé de se tenir au courant pour remuer en harmonie avec les autres remuants.

Ensuite, le maire et ses conseillers ont décidé une fois pour toutes que « élu », ça ne voulait pas dire « dirigeant ». Il ont pris la responsabilité d'un boulot et ils le font. Mais ils ne veulent jamais décider seuls pour les autres. Le conseil municipal officiel (qui publie d'abondants bulletins d'information) est donc flanqué de deux autres conseils : celui des jeunes et celui des anciens, sans cesse consultés ou mis au travail sur une étude, un projet. Les réunions du



Dessins de Cabu extraits de Charlie-Hebdo nos 267 et 269

conseil municipal sont toutes publiques, claires, descriptives, le budget détaillé est affiché sur les murs de la salle, rien n'est occulté, personne, jamais, ne peut dire « je n'étais pas au courant » et se laver les mains en pinçant le nez.

En fait, c'est là, comme nulle part ailleurs, l'apprentissage de la démocratie.

Pour ça que c'est une affaire à suivre. On peut trouver dérisoire cette lutte du pot de terre d'un petit village gentil contre un pot de fer du « progrès » envahissant et destructif. On peut juger réformiste un maire qui amuse ses administrés en repas d'associations, en parties de lotos, en protection du lys des montagnes, en plantation de petits arbres par les enfants. Si vous m'envoyez tout ça à travers la gueule après être allés vous balader à Vandoncourt, je vous répondrai sans me fâcher « mais oui, mais oui, vous avez raison ». Mais ne venez jamais me dire sans risque de me voir m'énerver qu'il est inutile, ou ridicule, ou ce que vous trouverez, de permettre à six cents personnes de prendre conscience de ce qu'ils sont, de ce que leur vie représente, du fait que, s'ils le veulent et le décident ils peuvent lutter contre le courant non inéluctable du reste du monde !

D'ABORD QUE LES GENS AIENT DU PLAISIR À SE RETROUVER ENSEMBLE, RÉPOND LE MAIRE. UN MAIRE A LE PRESTIGE ET L'INFLUENCE QU'ONT PERDU LE CURÉ ET L'INSTITUTEUR. JEAN-PIERRE MAILLARD LES UTILISE, NON POUR DEVENIR UN NOTABLE, MAIS POUR FAIRE AVANCER LES IDÉES DANS LES CRÂNES. IL SE SERT DES POUVOIRS DU MAIRE QUI SONT IMPORTANTS PUISQU'IL A SOUS SES ORDRES LES POMPIERS ET AUSSI LES GENDARMES, ET QUI SONT ENCORE PLUS IMPORTANTS LORSQU'IL S'AGIT D'INFLUENCER UN PARTICULIER DE NE PAS CONSTRUIRE TELLE OU TELLE HORREUR.

VANDONCOURT, aujourd'hui, n'est rien. Ses habitants, son maire le savent. Mais ils savent qu'ils cherchent quelque chose, quelque chose qui ressemble à l'écologie, harmonie avec l'environnement. Et ils savent que le jour où d'importantes décisions d'orientation seront prises, ou bien le jour où il y aura à s'engager gravement contre des agressions ou de la cœrcition, décisions et engagements ne seront pas le fait du hasard, ni d'un emballement irraisonné, ni de pressions d'aucune sorte : ce seront des décisions collectives de gens qui auront choisi ensemble, en toute connaissance de cause, ce qui leur paraît le meilleur pour leur collectivité au plus grand plaisir de chacun des individus qui la composent... Est-ce que ça ne ressemblerait pas par hasard au socialisme autogestionnaire, ça ? Est-ce que ce n'est pas dans l'espoir d'obtenir ça un jour qu'on parle de révolution à tous les coins de rues et dans tous les salons ?

Alors ? Réformisme ? Oui, un maire est « dans le système ». Oui, il a à composer avec le préfet et les instances du Pouvoir. Oui, face à eux et au manque de fric, ses possibilités sont faibles.Ça c'est par rapport à l'extérieur. Mais à l'intérieur, une commune, c'est quelque chose. Les uns par rapport aux autres, les uns avec les autres, ils peuvent avoir une sacrée action, les habitants d'un village !

Ils peuvent, d'abord refuser, et ça, c'est le commencement du bonheur.

Refuser les cités dortoir, tant pis pour les taxes immobilières. Refuser les usines polluantes, tant pis pour les patentes. Refuser la politique forestière de l'ONF, tant pis pour les ventes lucratives de sapins. Refuser l'expropriation des terres. Refuser le remembrement abusif. Refuser l'esclavage, la déshumanisation, l'ennui, l'isolement, l'intolérance. Refuser d'être comme tout le monde, quoi.

Isabelle

P.S. Ecrivez au maire, il le demande. Maires de petites communes, responsables de communautés, inventeurs de technologies douces, candidats verts, vous avez des idées à échanger. J.P. Maillard, mairie de Vandoncourt, 25230 Seloncourt.

UN ILOT DE RÉSISTANCE

A moins de cinquante kilomètres à l'est de Paris, un village, Coupvray, essaie de fonctionner en autogestion. Mais que peut faire une petite municipalité de 1.200 habitants face au mouvement généralisé d'urbanisation qui grignote inexorablement la campagne d'Ile de France ?

COUPVRAY, patrie de Louis Braille (inventeur de l'alphabet pour aveugles) se trouve au nord de la Seine-et-Marne, à égale distance entre Lagny et Meaux. La commune a gardé l'aspect – et le charme – d'une commune rurale : sur ses 765 hectares, 78 % sont en culture et 13 % en bois. Mais c'est en même temps un village-dortoir : 80 % de la population active prend le train tous les matins à la gare voisine d'Esbly (sur la ligne de Strasbourg) pour aller travailler à Paris. Depuis 1968, le nombre d'habitants est en nette augmentation : il a presque doublé en l'espace de cinq ans. La population est sensiblement plus jeune que la moyenne nationale : 80% des Cupréciens ont moins de 35 ans ; mais il y a aussi beaucoup d'« anciens » : 300 personnes environ ont plus de 65 ans.

Le conseil municipal de Coupvray est à majorité « socialiste autogestionnaire ». Le maire, Paul Castagner, est militant du Parti Socialiste Unifié. Tout doucettement, sans faire de provocation ou de scandale, la municipalité essaie de mettre en pratique un fonctionnement communal qui soit « autogestionnaire », démocratique au sens profond du terme.

Neuf « commissions municipales » (travaux, information, POS, environnement, finances, etc.), étudient les dossiers, enregistrent et comparent les diverses suggestions, font des propositions en vue du vote du budget communal. Chacune de ces commissions se compose de deux ou trois membres du Conseil Municipal, de huit à douze citoyens (de toute appartenance politique : « il y a des partisans de la majorité présidentielle », souligne le maire) et représentants d'associations intéressées par le problème.

L'ÉCOSYSTÈME MUNICIPAL DES AMIS DE LA TERRE

Avec Dumont, l'écologie a mis un pied sur la scène politique. Elle se prépare à mettre le second. Déjà, quelques candidats « verts » fleurissent à l'occasion des prochaines cantonales, et on peut parier que chaque élection future se verra dorénavant affubler d'un postulant se réclamant de l'écologie. Qu'il soit simple accès au grand public ou prétention politique inavouée, le jeu électoral est en passe de devenir une tactique militante essentielle. L'écologie épouse la politique. Pour le meilleur et pour le pire.

Ce systématisme électoraliste ne fait pas l'unanimité des écologistes. C'est ainsi qu'aucun groupe de l'association des Amis de la Terre, principale instigatrice de la campagne Dumont, ne présente de candidats aux élections cantonales. Les A.T. ont des objectifs plus définis et s'intéressent plutôt aux municipales.

Pourquoi cet intérêt pour la municipalité ? Pour les Amis de la Terre, la commune n'est pas seulement la structure politique de base, mais une sorte d'« écosystème social » élémentaire, l'échelle optimale pour l'organisation de la vie économique et politique.

Les Amis de la Terre se proposent d'établir deux études principales sur ce sujet.

● La première se rapporte à la structure de la commune et au pouvoir local tels qu'ils existent actuellement. Comment fonctionne une commune ? Quels sont les différents réseaux (ordures, électricité, égouts, etc.) ? Comment sont réglés les problèmes d'urbanisme, de voirie... ? Quelles sont les procédures de prise de décision ? Quelles sont les possibilités d'intervention ou de participation des habitants ?... Autant de questions qui constituent un profil du pouvoir municipal et une analyse des moyens disponibles pour l'utiliser et le transformer. Dans ce but, les A.T. travaillent en collaboration avec un certain nombre d'organisations concernées (les Groupes d'Action Municipale, des groupes vidéo...) et envisagent d'élaborer, à partir de cette étude, un programme d'action pour les élections municipales de 1977, qui serait mis à la disposition des groupes écologiques et pourrait aider les éventuels candidats.

● La deuxième étude n'est rien moins que la définition d'une utopie : quelle serait la commune écologique idéale ? Comment concevoir le fonctionnement d'une commune autogérée ? Le modèle répondrait à deux impératifs principaux : une participation active des habitants aux décisions, une autosuffisance maximale sur le plan industriel, énergétique et alimentaire (avec un contrôle de la production intégrant les contraintes écologiques dans l'économie). Ce qui, comme l'exprimaient des participants à la réunion nationale des groupes Amis de la Terre les 31 janvier et 1er février, pourrait conduire à envisager la remise en cause d'un certain nombre de structures administratives. Le tout forme un programme qu'on pourrait qualifier en quelques mots de recherche de l'autogestion de la vie quotidienne.

Une telle démarche est un peu, pour les écologistes, l'occasion d'affirmer leur spécificité politique. Une tentative pour sortir du flou idéologique et clarifier enfin les idées.

Si vous êtes intéressés par le projet, prenez contact avec les Amis de la Terre, 16, rue de l'Université, 75007 Paris.

Dominique Simonnet

Un dixième de la population participe à ces commissions.

Un des traits marquants de Coupvray est l'activité des associations et groupements en tous genres : Amicale de l'Ecole, Amicale des Anciens, Maison des Loisirs et de la Culture, Communauté Chrétienne, Association pour la Défense de la Nature et du Site de Coupvray-Esbly (1), dont on a déjà parlé à maintes reprises dans la G.O., rubrique « sur le terrain »...

La lecture du journal communal, « Les Echos de la Fréminette » (2), donne une bonne mesure du dynamisme des Cupréciens. Réalisé « avec la collaboration des habitants de Coupvray », mis en page par la Commission Information, tiré en offset par l'imprimerie d'Esbly, ce journal est distribué (gratuitement) aux habitants par les employés communaux. On peut lire dans le numéro 3 le compte rendu des réunions du conseil municipal, un article d'Alain Persuy, animateur de l'Association pour la Défense de la Nature et du Site de Coupvray-Esbly, sur « Ecologie et marginalisme », des nouvelles de l'Amicale des Parents d'Elèves et Amis de l'Ecole Publique de Coupvray, la recette de la tarte au citron meringuée, le programme des activités de la Maison des Loisirs et de la Culture, le courrier des lecteurs, des mots croisés, des conseils de jardinage, une page philatélique et en conclusion, le manifeste (ébauché lors de la campagne Dumont, précisé depuis) du « Mouvement Ecologique ».

MAIS peut-il exister un ilôt socialiste autogestionnaire dans un environnement voué au capitalisme sauvage ? La bonne volonté, la créativité de la municipalité et des habitants de Coupvray n'y peuvent rien changer (d'ailleurs ils en sont tout à fait conscients) : Coupvray n'échappe pas aux lames de fond qui bouleversent l'ensemble de la Région Parisienne.

D'abord, la commune est située à l'extrémité ouest du territoire de la ville nouvelle de Marne-la-Vallée. En 1985, il y aura selon les plans officiels cent soixante mille habitants là où il y en avait moins de dix mille en 1973 (3).

Ensuite, les problèmes d'environnement se multiplient. Les défenseurs de l'écologie ont eu partiellement gain de cause dans l'affaire du silo à grains géant de 80 mètres de haut que la Société coopérative agricole du nord-ouest de la Brie voulait installer, presque au bord du canal de Chalifort. « Un défi dans le paysage », ont accusé les écologistes locaux. Après de longs palabres entre la Société coopérative, la Commission des Sites, la Préfecture, le Ministère de l'Equipement, le Ministère de l'Environnement, etc., et plusieurs émissions de la série « La France défigurée », un compromis a été conclu. Au lieu d'un seul grand silo, on a construit six bâtiments d'une taille « raisonnable » (vingt mètres maximum) en style briard (très discret !), « engloutis par la verdure » (un arbuste rachitique en tout et pour tout à l'heure actuelle...).

Demain, Coupvray risque d'être coupée de part en part par l'autoroute C 5 Melun-Senlis. Lors de sa séance du 4 juillet 1975, le Conseil Municipal a conclu : « Il ne nous paraît pas nécessaire de mettre en place un quadrillage serré d'autoroutes qui créent non seulement des nuisances de bruit mais aussi, et surtout esthétiques... Dans le cas précis de Coupvray, il faudra, dans un site classé pittoresque et protégé (maison natale, Musée de Louis Braille à moins de 500 m) :

a) Ouvrir une saignée de 20 m de profondeur dans un côté glaiseux boisé.

b) Réaliser une butte de 20 m de haut et de 300 m d'emprise dans la vallée empruntée par le canal de Chalifort, coupant ainsi la perspective de la vallée. »

Cette autoroute doit traverser une zone d'équilibre naturel et passer à deux doigts d'un hospice de vieillards. Elle se justifie d'autant moins que, selon François Lapoix, membre du Haut Comité de l'Environnement, maître-assistant au Muséum, président de l'Association Seine-et-Marnaise pour la Sauvegarde de la Nature (4), elle ne se justifie même pas par l'évolution du trafic automobile dans la région. Bref, cette autoroute non seulement va amocher une bien belle région, mais en plus elle ne sert à rien, y compris dans l'optique à courte vue du système !

Bon nombre de municipalités sur le tracé sont, comme celle de Coupvray, hostiles à ce projet. Mais en dernier lieu, c'est l'administration qui décide. Heureusement, la C 5 n'est envisagée que vers l'horizon 85, et aucune date de réalisation n'a encore été annoncée.

D'autres menaces planent encore sur la sérénité de ce coin d'Ile de France : un projet de grand ensemble de maisons individuelles (« Chalandonnettes ») tout près du château du XVIe siècle ; la pollution des carrières ; le projet d'extension de l'aéroport de Meaux-Esbly, etc.

POUR que Coupvray ne soit plus un coquet village-dortoir mais un village vivant, il n'y a pas trente-six solutions : il faut y créer des emplois. C'est du moins le point de vue du maire Bernard Castagner. Alain Persuy, dynamique animateur de l'Association pour la Défense de la Nature et du Site de Coupvray-Esbly, n'est pas d'accord : pour lui, l'implantation d'emplois va vouloir dire à coup sûr pollutions, destruction de terres arables, perte du caractère rural de la commune, soumission aux valeurs industrielles dominantes.

Faux débat. Mieux vaudrait se demander : quels emplois ? Quel type de production ? Avec quelle organisation du travail ? Bien sûr, une réponse cohérente à ces questions ne peut à l'évidence être trouvée dans le seul cadre étroit d'une commune de 1.200 habitants. Le Maire semble plutôt ouvert à cette façon de poser le problème. Il précise que la zone industrielle qui doit être construite à cheval sur Coupvray et la commune voisine de Montry accueillera surtout des petites entreprises de dix à vingt personnes. Des unités de production à l'échelle humaine. Bernard Castagner n'exclut pas l'installation à Coupvray d'ateliers de fabrication de technologies douces. Coupvray, capitale seine-et-marnaise du chauffe-eau solaire autogéré ? Ou morne « secteur III » de la ville nouvelle de Marne-la-Vallée ? La décision n'appartient pas seulement aux Cupréciens, mais à nous tous.

Laurent Samuel

---

(1) Alain Persuy, Les Pierres, 77450 Coupvray, Esbly.
(2) 77450 Mairie de Coupvray. Tél. : 004 22 85. La Fréminette est une rivière locale...
(3) Chiffre cité par Pierre Pellerin, « La Vie des Bêtes », juillet 1974.
(4) Correspondance à adresser à A.S.M.S.N., M. Jean-Claude Maujar, 25, rue Beaurepaire, 77120 Coulommiers. L'Association publie une revue, « Nature 77 », qui paraît quatre fois par an.

ÉCOLOGIE ET ÉLECTIONS : PROPOSITION D'UN MODE DE SCRUTIN INÉDIT

Le sujet électoral redevient d'actualité du fait des échéances cantonales, municipales, législatives, européennes et peut-être régionales. Or, le système de représentation des régimes d'assemblées est coincé entre les scrutins dits « majoritaires » et « proportionnels », l'un favorisé par la droite, l'autre préféré par la gauche, mais dont les inconvénients réciproques sont bien connus. Ceux qui dépassent dans leurs analyses sociales cette opposition simpliste doivent traduire leurs pensées en pratiques politiques pour influer sur l'évolution nécessaire de la société. Il est donc urgent d'imaginer des procédés inédits pour débloquer les institutions, apporter des solutions originales aux inconvénients des pratiques actuelles, et permettre une ouverture pour progresser vers une démocratie directe et réelle.

Voici donc une proposition transitoire de scrutin compatible avec des conceptions écologiques et qui, en cela, peut devenir une alternative possible pour les options les plus diverses :

1 – Les candidats se présenteraient devant l'ensemble des électeurs sur lesquels s'applique la compétence de l'assemblée. Il semble en effet cohérent que la représentation ne dépende pas d'intérêts locaux si les décisions prises par les élus et les compétences requises dépassent ce cadre, d'autant que les circonscriptions électorales actuelles sont des découpages artificiels trafiqués, sans correspondance avec les unités de gestion sociale.

2 – Chaque électeur vote pour le candidat de son choix. Ce vote, comme le sous-entend le système représentatif, est une délégation personnelle directe de pouvoir de l'électeur au candidat.

3 – Sont élus les candidats ayant reçu le plus grand nombre de voix jusqu'à concurrence soit d'un nombre défini de sièges à pourvoir, soit de la représentation d'un pourcentage défini majoritaire de la population.

4 – Le pouvoir de chaque élu au sein de l'assemblée est égal ou proportionnel au nombre de voix qu'il a reçu. C'est la différence fondamentale : si les élus gardent entre eux le même pouvoir de proposition, d'intervention et de discussion, leur pouvoir de décision dans les votes de l'assemblée dépend directement de leur représentativité ; c'est le seul qui permette aux électeurs de garder entre eux un pouvoir politique égal.

5 – Avec ce système de relation directe entre l'électeur et l'élu, il devient possible pour l'électeur d'exercer un contrôle permanent sur l'élu : on peut envisager que l'électeur puisse, si les positions prises par l'élu qui le représente ne correspondent plus aux siennes, lui retirer sa représentation, diminuant ainsi d'autant le pouvoir de cet élu dans l'assemblée.

L'électeur peut alors soit retenir son vote et rester ainsi en attente de représentation, soit reporter son vote sur un autre élu, qui voit ainsi augmenter son pouvoir au sein de l'assemblée, soit reporter son vote sur un candidat non élu. De cette dynamique des votes il peut résulter qu'un élu perde suffisamment de voix pour que son total devienne inférieur à celui du candidat non élu ayant reçu le plus grand nombre de voix, ou qu'un candidat non élu rassemble suffisamment de voix non représentées pour que son total vienne à dépasser celui de l'élu ayant reçu le moins de voix. Dans ces deux cas il y a remplacement de l'ex-élu par le candidat ayant alors un total supérieur.

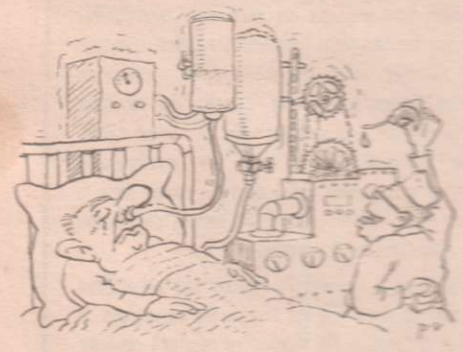
Il est souhaitable qu'une campagne soit lancée sur ce thème avant les prochaines élections et que les éventuels candidats, à commencer par ceux se référant à l'écologie, se rendent compte de l'importance de ce préalable et en tiennent compte dans leur campagne.

A.P.R.E.D, Paris. 250.96.15.

L'A.P.R.E.D. (Appel Pour une Représentation Électorale Directe) n'est pas une organisation et ne dépend d'aucun parti ni institution ni organisation politique ou autre.

LE SILENCE DES ORGANES

Meccano,
presse-bouton ou copain,
dans tous les cas
le médecin ne méprise-t-il pas
le malade ?



« Le Silence des organes » : c'est un film sur les médecins. Sur les trois catégories de médecins, en gros, que le malade français moyen risque de trouver sur son chemin. L'un s'occupe de sa carcasse, l'autre de son cerveau et le troisième de son environnement social. Ce qui correspond bien à la définition de la santé selon l'O.M.S. (Organisation Mondiale de la Santé) : bien-être physique, mental et social. Le silence des organes, c'est la définition de la santé selon Paul Valéry.

Ces médecins vont bien, eux. Le premier est un jeune médecin de campagne, réac comme c'est plus permis. On le voit évoluer pendant deux jours, J.-M. Cristiani, le réalisateur du film, à ses côtés enregistrant et filmant. Il porte un costume, sinon les paysans ne comprendraient pas qu'il ne se mette pas plus en frais pour eux que le vétérinaire pour leurs vaches. Le docteur déteste la Sarthe où il vit et les Sarthois qu'il trouve moches et tarés à jamais.

Il les soigne en **réparant des mécaniques humaines** comme un garagiste répare un moteur défaillant anonyme. Il se croit supérieur à tous ces ploucs et s'efforce de camoufler sa morgue méprisante par une froide compétence. Pas si blindé que ça pourtant, et le vieux couple de paysans matois qu'il va voir régulièrement le sait bien. La prise de la tension, l'ordonnance – gratuite – tout le côté « docteur », c'est à l'intérieur de la maison. Et puis on va dehors remplir le panier que le docteur n'a pas oublié d'amener dans sa 4 L. Et là, c'est à **l'homme** que les deux vieux veulent parler. Veulent connaître sa femme et son train de vie, lui montrent comment on dansait au temps de leur jeunesse en lui refilant un godemiché dans les mains. C'est pas au cours de pathologie qu'on lui a appris les réflexes à avoir dans ce cas-là.

Dans cette cour de ferme, au milieu des canards et des patates, il n'a plus rien à faire, le petit docteur. **Il fait pas partie du même monde.** Il se prend à le regretter, mais plutôt que de regarder devant lui, il se réfugie dans une vision idyllique du médecin du XVIIIe siècle, reconnu, admiré et grand seigneur.

Le deuxième toubib, c'est un patron d'hôpital psychiatrique ou un ponte de la neuropsychiatrie. Assis tranquillement dans son fauteuil, il déclare que la médecine est à considérer comme **« une matière première à exploiter »**, comme n'importe quelle autre matière première, et que cette industrie se doit de réaliser des profits financiers comme n'importe quelle autre industrie. Une mauvaise gestion entrainerait la faillite et par contre-coup, la faillite de l'industrie chimique avec toutes ses conséquences absolument catastrophiques en cette fin de XXe siècle...

Il soigne les têtes de ses clients, **les têtes seulement.** Eux aussi, comme les paysans de la Sarthe, ils se disent malades, mais c'est parce qu'ils n'y connaissent rien. Lui, le neuro, il fonctionne comme un ordinateur. Il fournit la bonne réponse à la bonne question. Et la bonne question c'est pas celle du malade, qui vient consulter, c'est celle que le psychiatre pose ou fait poser au prétendu malade. Tout l'appareillage technique, électronique, super-sophistiqué, dans lequel le malade se retrouve ligoté et neutralisé, fait penser à une bataille navale dont il serait l'enjeu : à ses questions en B3 et A4 correspond une réponse-médicament en AB-43...

Médecine presse-bouton !...

Ces visions d'hôpital super-luxe, géré comme un Hilton et avec autant de chaleur humaine à travers le béton, l'acier inoxydable et les plantes vertes Interflora (c'est Cristiani qui m'apprend que la première industrie de Colombes, c'est pas Kléber-Colombes, c'est l'hôpital) sont suivies des images atroces de la destruction des vaches par l'armée, pendant la dernière épidémie de fièvre aphteuse en Bretagne. En tuant les vaches on a tué la maladie, mais le silence des étables vides était-il pour autant signe de santé ?

Le troisième docteur à entrer en piste est le Dr Jean Carpentier, généraliste de quartier à Corbeil, qui lutte sur le terrain pour une autre conception de la médecine et du toubib, que ce soit à Corbeil, dans « Tankonalasanté » ou au G.I.S. Pour lui aussi, le malade c'est un baratineur. Même s'ils se tutoient, même s'ils portent le même blue-jeans, le prétendu malade a beau dicter son ordonnance, c'est Carpentier qui la signe, et dans son cabinet. Pas simple.

Ces foutus malades n'apprécient pas tellement la consultation collective du samedi après-midi, ils veulent « leur » médecin. Dans un univers de 3×8, de fumées d'usines, d'H.L.M. et d'autoroutes entremêlées, l'équilibre du bien-être social, mental et physique n'existe pas. Ni dans le cabinet du docteur, ni dans sa salle d'attente, autant « permissive » soit-elle.

Que ce soit la société qui nous rende malade, on le sait. Que le malade soit mal vu, aussi. Empêcheur de tourner en rond, il faut l'abattre (séquence des abattoirs). Enfin, abattre la maladie ; parce que le médecin n'est là que pour empêcher la mort, empêcher ces pulsions de mort que sont les maladies. On en arrive au fonctionnement complètement artificiel d'un couple dont le mari est en permanence branché sur un rein artificiel. Sa femme, ouvrière d'usine, est devenue son infirmière à domicile, parle comme une infirmière, reliée en permanence à un homme qui n'est plus qu'une machine branchée, dès qu'un voyant s'allume, faut appeler l'hôpital au téléphone, brancher, pomper, injecter... L'homme, lui, n'a qu'une idée : se laisser mourir. Mais qui l'écoute ?

Son rein à lui s'est tu, ne dérange plus, on lui a fait cadeau d'un autre rein qui fonctionne bien, **en silence,** donc il a retrouvé la santé. Il n'a plus qu'à vivre encore un peu, et dire merci. Comme si c'était une question de quantité de vie ! D'accord les toubibs, vous savez retarder le moment de notre mort, peut-être même arriverez-vous à le retarder encore plus, mais qu'est-ce que vous nous offrez avec ce temps de vie en plus ? Un peu plus de misères quotidiennes, un peu plus de télé, un peu plus de foyers socio-culturels avec chaises roulantes, un peu plus de semoule sucrée et de bouillie d'épinards, un peu plus de béton autour du jardin qu'on bêchait encore à 70 ans avant que la radiale nord-sud ne vienne grignoter la place des Tilleuls avec son banc et le troquet où on faisait la belote ?

Beurk ! Occupez-vous plutôt de la qualité de notre vie ! Vous ne pouvez plus débrancher la machine maintenant. Mais fallait-il la brancher ? Vous donnez un sursis, et à quel prix, à cet homme qui n'en veut pas. Pour cela il a bien fallu abandonner d'autres malades. Il n'y a pas et il n'y aura jamais assez de machines pour remplacer les organes défaillants de certains malades atteints de façon irréversible.

« Le Conseil de l'Europe demande la création de commissions d'enquête sur le traitement des mourants et le rôle des médecins face à la mort », titrait « Le Monde » du 30 janvier 1976. Ces parlementaires ont admis, après beaucoup de discussions et d'amendements, le principe de l'emploi de médicaments destinés à soulager des douleurs insupportables, même si l'on doit en mourir.

On a une solution : médicament, produit connu et fini, et on l'applique au problème de la souffrance humaine comme s'il s'agissait d'une opération de calcul : souffrance + médicament = jouissance.

Mais comment mesure-t-on la souffrance ? Où commence-t-elle à être supportable ?

Ce qui m'a le plus agacée, c'est de voir ces toubibs qui ne veulent pas de nous, les malades. Ils n'ont du reste pas l'air de savoir vraiment ce qu'ils veulent d'autre. Le malade, lui, a besoin de quelqu'un qui ne soit ni son curé ni son copain ni sa règle à calcul. Un toubib, quoi.

Danielle

Ce film passe à Paris, au cinéma Le Seine, rue des Trois-Portes, Paris 5e. Comme il est distribué par un réseau non commercial limité aux M.J.C. et aux cinémas d'art et essai, on peut en demander une copie à J.N. Cristiani, 3, rue Pleyel, Paris 12e.

GNAN-GNAN

Une fois de plus, un intellectuel s'est fait plaisir. Il a fait joujou avec une caméra et a sorti un film : « Le silence des organes ». Lundi dernier à la G.O., devant Danielle et Martine, il a expliqué le pourquoi de son film.

Sagement j'ai écouté, mais je n'ai rien compris, rien de rien. Aucune envie d'aller à la projection. Ça ne changerait rien, n'apporterait rien à notre condition actuelle. Ce film a été réalisé par des intellectuels, pour des intellectuels. Ce n'est pas une critique, c'est une constatation. Comme toujours, le début du problème est mal posé : le pourquoi des médecins, des vaccins, des antibiotiques, de la sécu, etc. Bien d'accord pour changer tout ça, malheureusement nous n'avons pas le choix.

Essaie un peu de soigner, toi même, l'angine ou le bobo de ton gosse scolarisé. C'est faisable. Sans antibiotique, il faut du temps. Dès le troisième jour, rappel de l'instite : certificat médical. Tu passes outre. A la seconde angine, les allocations familiales risquent de t'oublier. Et pour des millions de travailleurs, les allocs bouclent le budget, eh oui ! Le petit dernier a les pieds plats ? Cours chez le spécialiste : « mille regrets Madame, sans certificat du docteur traitant, je ne peux rien faire et vous ne serez pas remboursée ». Et tu croyais être une grande personne responsable ? Prétentieuse va ! Si ton gosse n'est pas vacciné l'école ne l'accepte pas, et comme elle est obligatoire, où est la solution ? L'école privée, trop chère pour nous. Pareil pour l'ouvrier : pas le droit d'avoir un petit rhume, un coup de fatigue, tirer une flemme. Sans certificat médical, tu n'es pas pris au sérieux.

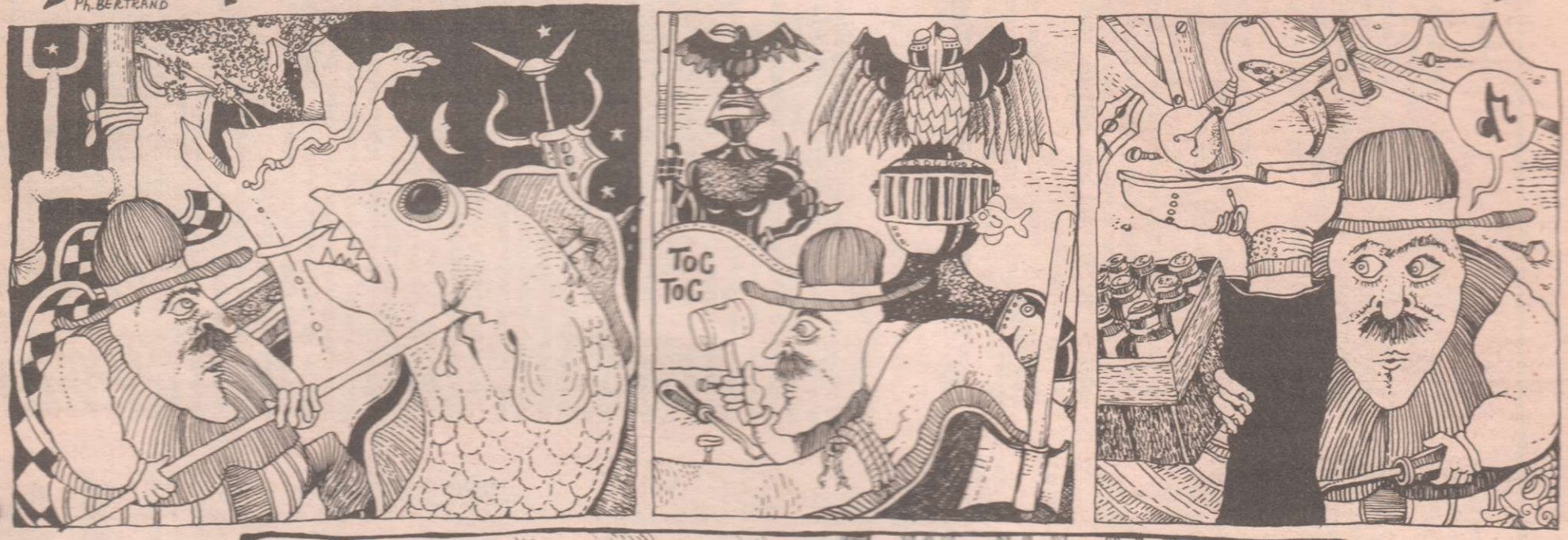
Là, tu as quarante-huit heures pour déposer l'arrêt de travail (« le cachet de la poste faisant foi »). Passé trois jours, le patron a le droit de te virer. Va vite acheter un tas de médicaments inutiles, car si tu ne travailles pas, c'est que tu es malade, donc il faut te soigner. Pense au chiffre d'affaires des pharmaciens. Un conseil : envoie quelqu'un les prendre. Car le contrôleur de la sécu veille. Et gare si tu sors après seize heures, pan-pan dans ton porte-monnaie. Les indemnités journalières ne seront pas payées. Tu as désobéi, tu seras puni. Chaque trimestre, il faut une nouvelle ordonnance pour acheter la précieuse pilule. Le toubib la donne au compte-goutte, pour six ou neuf mois ce n'est pas rentable pour lui.

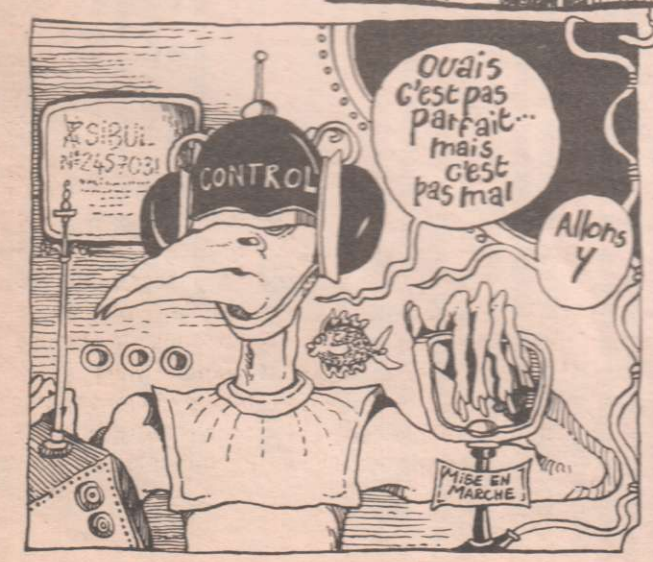
C'est avec toutes ces petites conneries et tracasseries que la sécu se retrouve en déficit. Et nous pauvres prolos, ras le bol de passer pour des gnans-gnans dociles. Faut pas croire qu'on avale tout et que la blouse blanche nous fascine. Mais nous n'avons pas de moyens efficaces pour réagir contre la sottise d'une bureaucratie excessive et coupable.

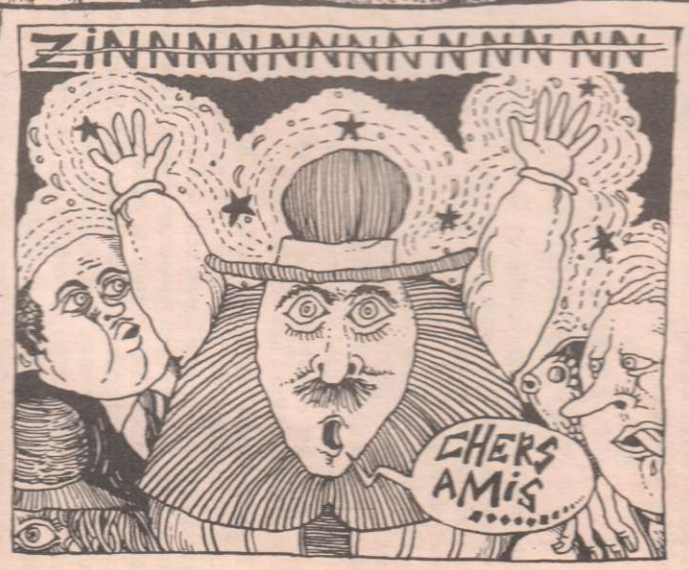
Fifine

LA PETITE MACHINE DE MONSIEUR SIBUL

Ph. BERTRAND







7 5

8

AU THEATRE DE DIX-HEURES :
- LE 12 ET 13 -
PHILIPPE **VAL** JOUERA
GRATIS POUR LES
LECTEURS DE LA G.O.
- A 20h15 -

LES PETITS ECHOS DE LA MERDE

LE « RAPIDE » AMÉRICAIN EST EN RETARD

« Ce sera notre Concorde », a déclaré Ralph Nader, lors de son passage à Paris la semaine dernière, à propos du surgénérateur américain. Selon Nader, le « breeder » ne sera pas mis en service avant 1990; il prend chaque année deux à trois ans de retard supplémentaire, et son prix double tous les deux ans. Malgré cela, ce programme engloutira encore beaucoup d'argent, a conclu l'avocat des consommateurs américains.

ATTENTION : LAIT DANGEREUX

Un rapport vient d'être publié en Grande-Bretagne qui montre que le lait de vache pur, mis en poudre, contient une **forte concentration de sel** susceptible de provoquer la mort des nourrissons. Selon le rapport, « l'absorption de ce type de lait, qui remplace en principe le lait maternel, peut provoquer le tétanos dans les deux premières semaines, ou des maladies graves, dues à un taux trop élevé de chlorure de sodium dans l'organisme, les semaines suivantes. Le danger s'atténue peu à peu jusqu'à disparaître complètement après l'âge de six mois ».

Le gouvernement britannique a annoncé le 3 février, à la suite de la publication du rapport, que plusieurs marques de lait en poudre, entre autres celle que le gouvernement fournit aux familles sans ressources, étaient dangereuses et qu'il fallait les réserver pour les enfants de plus de six mois. On le savait, disent les spécialistes de l'alimentation infantile en France, mais c'est seulement dans des cas très rares et surtout chez les prématurés que cet excès de sel peut provoquer l'apparition d'œdèmes, parfois cérébraux.

Le professeur Gounelle de Pontanel a rappelé qu'« il conviendrait d'édicter une nouvelle réglementation diététique limitant les quantités de sel dans les aliments destinés aux enfants en bas âge ».

(D'après une dépêche de l'A.F.P., qui signale un peu plus loin, que la Croix-Rouge sénégalaise, devant la pénurie de vivres due aux rongeurs qui détruisent toutes les récoltes, demande à ses membres de lui fournir d'importantes quantités de **lait écrémé en poudre** et de sucre...

On peut même pas leur dire de se cramponner aux nénés de leur mère, aux petits Sénégalais de moins de six mois, ils sont déjà vides).

RETRAITER, DIT-IL

Rendue publique jeudi 29 janvier à Washington, de source officielle américaine, l'annulation par la Corée du Sud de son projet de commander à la France une usine pilote de retraitement de combustible nucléaire a fait l'effet en France d'un coup de tonnerre dans un ciel serein. La pression américaine est évidente...

La manière dont la Corée vient d'annuler son projet incite peu à l'optimisme, et ce sur un terrain qui déborde largement ce seul pays. En annonçant la chose devant une commission du Sénat américain, le directeur du bureau scientifique du State Department, M. Myron B. Kratzer,

EXERCICE ILLÉGAL DE LA MÉDECINE

M. Jean Le Foll est chirurgien-dentiste à Nantes. Agé de cinquante ans, il pratique, en outre et depuis plus de vingt-cinq ans, l'acupuncture. On va se faire soigner une dent chez lui et on ressort guéri d'autres maux jusqu'alors rebelles à tout traitement classique. C'est ce que sont venus dire ses clients à la barre des témoins, au deuxième procès, intenté au dentiste par le Conseil de l'Ordre. Au premier procès le 29 octobre 75, il avait été condamné à 2.500 francs d'amende, mais il a fait appel.

On a beau être chirurgien-dentiste, si on n'est pas aussi docteur-en-médecine-diplômé, on n'a pas le droit de soigner les gens. Seulement leurs dents.

Bornés à ce point, c'est pas croyable.

Jugement le 18 février.

NON A L'ORDRE

Les médecins rassemblés au sein du Groupe Information Santé (G.I.S.), du Mouvement Action Santé (MAS) et du Syndicat de la Médecine Générale (S.M.G.), réaffirment, dans un communiqué, leur opposition au Conseil de l'Ordre des médecins et à ses tribunaux, « qu'il ne reconnaissent pas ». Ces médecins précisent qu'en conséquence, ils ne répondront pas aux convocations des conseils régionaux, et appellent l'ensemble des médecins à réclamer « la suppression pure et simple » de l'Ordre des médecins (A.F.P., 4 février).

Le même jour, trois médecins de la Haute-Vienne ont comparu devant le tribunal d'instance de Limoges pour non-paiement de leur cotisation au Conseil de l'Ordre (350 F pour 1975). Les docteurs Celer, Janaud et Fraiseix contestent l'Ordre, qui n'est pas « représentatif de la profession », et « sa position sur les problèmes du conventionnement de la médecine préventive, la contraception, l'avortement et le contrôle de l'absentéisme des travailleurs ». C'est tout.

Jugement le 18 février.

NUCLÉAIRE : DES INGÉNIEURS DÉMISSIONNENT

Trois ingénieurs ont décidé d'abandonner leurs fonctions au sein de la division nucléaire de la compagnie « General Electric » et de rejoindre le mouvement californien contre l'énergie atomique. Les trois hommes, qui occupaient des postes importants et gagnaient entre 30.000 et 40.000 dollars par an, ont déclaré avoir pris cette décision en raison du grave danger que représente pour l'homme, selon eux, l'énergie nucléaire.

Ils faisaient partie de l'équipe dirigeante d'une usine de

A LA RECHERCHE D'UN SITE

Arrêté préfectoral du 18.11.75 :

Considérant que les études préliminaires pour l'implantation ÉVENTUELLE d'une centrale nucléaire et de ses ouvrages annexes (voies ferrées, prises d'eau, etc.) sur le territoire des communes de Le Pellrin, Cheix-en-Rez, Rouans, Couëron, Saint-Etienne-de-Montluc, Frossay, Saint-Viaud et Vue nécessitent l'exécution d'opérations topographiques, de sondages et de fouilles et que les personnes chargées de l'exécution de ces opérations auront à cet effet, à pénétrer dans les propriétés privées.

- *Les agents d'E.D.F. sont autorisés à circuler librement dans les propriétés privées, communales ou domaniales, closes ou non, à l'exception des maisons d'habitation, pour procéder à l'exécution de leur mission. Ils devront être porteurs d'une copie certifiée conforme de l'arrêté préfectoral du 18 novembre 1975.*
- *Dans le cas où les propriétaires auraient à supporter quelques dommages, l'indemnité sera mise à la charge d'E.D.F.*
- *Défense est faite d'apporter « troubles ou empêchement aux personnes chargées des études ».*
- *Défense est faite de déplacer et détériorer signaux et repères.*

Télévision

LETTRE DE SAINTE ANASTASIE A DIEU

Mon Doux Seigneur,

Ci-joint un rapport sur mes activités auprès des autorités télévisuelles françaises au cours de ces derniers mois. Le morcellement de l'O.R.T.F. en 7 sociétés – dont 3 chaînes – n'a pas facilité ma tâche. Il a permis, au gré des changements de dirigeants, à quelques personnalités de s'imaginer qu'elles avaient les mains libres quant au contenu des émissions dont elles étaient responsables. Pour ce qui a trait aux émissions d'information, il en est résulté une actualisation des sujets proposés aux télespectateurs, qui semblait d'autant plus justifiée que le Président de la République lui-même, ce jeune innocent, avait exprimé le souhait que l'on « libéralisât ce merveilleux, mais dangereux, instrument de communication sociale. » Vœux pieux, me direz-vous ; et j'en conviens volontiers. Mais il est de fait que l'opinion présidentielle fut prise – pardonnez-moi l'expression – comme parole d'Evangile par ses thuriféraires. Pourtant, on s'avisa rapidement, et sainement, du péril qu'il y avait de passer de la parole au geste.

C'est ainsi qu'Antenne 2 avait programmé, en novembre 75, dans le cadre des **Dossiers de l'Écran,** *une émission-débat sur la douloureuse, mais combien nécessaire, aggravation du chômage, illustrée par un film qui présentait l'épouse très digne d'un cadre licencié pour raisons économiques sombrant en pleurs, un groupe d'ouvriers refusant d'admettre que l'on fermât l'usine qui les employait et un jeune adolescent un peu désinvolte, quoique sans travail. J'ai estimé que l'émission, en dépit de ces incorrections, devait être diffusée. Mais seulement après les fêtes, pour ne pas ternir le zèle et la piété de nos frères et sœurs. Ainsi fut-il.*

La même chaîne eut l'audace d'annoncer, dans le cadre des mêmes **Dossiers de l'Écran,** *une autre émission-débat sur l'angoisse que subit l'armée de la fille aînée de notre Sainte Église. Cela était intolérable. Comment faire régner la paix parmi les hommes si l'on en conteste les bases mêmes? Le Ministre idoine se découvrit une urgence justifiant son absence. Le sergent Dupuy envahit les studios, brimant ainsi davantage le libéralisme du directeur de l'A 2. Nul débat n'aurait résisté à cette pression. Le film de soutien (***Trois de Saint-Cyr***) fut tout de même projeté. Ses héros avaient fière allure et portaient bien haut la cause qu'ils devaient défendre. Quel bel exemple pour notre jeunesse si frivole ! J'avais sauvé l'essentiel.*

Pour les **Dossiers de l'Écran** *du 3 février (folie et criminalité), je fus aidée par l'odieux assassinat de jeunes filles le jour même. Par bonté d'âme, l'A. 2. supprima le débat mais con-*

sur les Coréens, mais la façon dont il a mis en relief son approbation de la décision prise, le fait qu'il ait souligné que cette décision ait été « mise en parallèle » avec les financements des centrales Westinghouse que la Corée se propose d'acheter, tout cela donne à penser. A penser notamment que le « patron » du département d'Etat, M. Henry Kissinger, n'a nullement renoncé **à ses vues hégémoniques sur le cycle du combustible nucléaire,** vues matérialisées notamment par un **projet fameux** d'usines multinationales de retraitement placées sous contrôle américain. Considéré par beaucoup avec quelque suspicion, ce projet était, entre autres, favorisé depuis peu par le Canada et **rejeté par la France.**

On l'avait vu enterré, ou du moins mis en veilleuse, à la suite de la conclusion, voici quelques jours, d'un accord sur le cycle du combustible au sein du groupe de Londres. Apparemment, il n'en est rien...

(« Enerpresse », 2 février 1976)

au sud de San Francisco (Californie). « General Electric » est le plus gros fabricant mondial d'équipement nucléaire. Elle a fourni plus du quart des réacteurs actuellement en opération dans le monde. Ses ventes dans ce secteur se chiffrent à 450 millions de dollars par an, soit 4 % du total de ses ventes. (A.F.P., 4 février).

Question de la G.O. : s'ils avaient été smigards, ils auraient eu droit à un communiqué dans l'Agence France-Presse ?

ESPRIT, ES-TU LA ?

L'Australie ne vend son uranium qu'aux pays qui ont signé ou ratifié (contresigné) le traité de non prolifération nucléaire. Mais c'est à la tête du client en fait. La France n'a rien signé ni ratifié, mais elle adopte, en paroles, l'esprit du traité, dit-elle partout. Donc l'Australie peut lui vendre de l'uranium sans scrupules.

LE "COURRIER DE PAIMBOEUF" du 10,1,76.

d'un tueur maniaque sexuel américain (heureusement, il ne s'agissait pas d'un Français). Sa diffusion fut retardée d'une heure : rares en ont été les spectateurs. La veille, j'avais fait supprimer **Le Voyou** *de Lelouch : il était peu charitable que la famille d'un enfant enlevé puisse télévisionner une sombre histoire de malfrats. Pour le soutien de leur peine, il leur fallait quelque chose de plus léger : un film de guerre (***Pour le Mérite***). Ajoutez quelques pannes bienvenues de son et ou d'image, les consignes de silence sur les affaires de rapt (c'est un bon début), la suppression* **ad libitum** *de* **Satellite** *(TF 1, jeudi), et l'oubli de mentionner l'assistance française à l'une des factions (la nôtre pourtant) dans la guerre d'Angola (TF 1, jeudi 5,* **La forteresse sud-africaine***).*

Mes activités, après une période d'accommodation nécessaire aux nouvelles conditions, se développent donc avec satisfaction. D'autres rapports suivront, **in secula seculorum. Amen.**

Sainte Anastasie
P.C.C. Serge Arès

Le devoir de dire NON

J'ai bien fait de me faire un peu tirer l'oreille pour écrire dans la G.O. Trois semaines que Cabu me le demande. Cette fois, c'est promis, c'est pour cette semaine. Jean Boissonnat (d'Europe 1) m'a même donné mon introduction ce matin à la T.S.F. : en parlant de Concorde, et de l'acceptation de principe de son survol des États-Unis, il démontrait qu'un refus, contrairement à la croyance populaire, n'aurait pas du tout compromis l'industrie aéronautique française puisque seules 5.000 personnes sont impliqués par Concorde, et que de toute manière le bon moral d'une industrie aéronautique ne dépend que de la bonne santé du carnet de commandes d'avions militaires de combat. D'ailleurs, ajoutait-il, y a qu'à voir les États-Unis. Il n'a pas eu le temps de dire si la réciproque était vraie et dans quelles conditions. C'est dommage.

Il aurait d'ailleurs pu aussi bien dire : l'industrie des sucres d'orges sera florissante quand l'État commandera en grande quantité aux fabricants de sucres d'orge, des sucres d'orge qu'il mettra directement à la poubelle avant même d'en lécher un seul. C'était pas faux non plus. Pour la réciproque ça aurait été plus délicat à démontrer. Deux cent cinquante mille personnes travaillent au moins 40 heures par semaine pour fabriquer des sucres d'orge qui iront tôt ou tard et dans le meilleur des cas à la décharge publique dans leur papier d'emballage. Au pire, ils doivent nous retomber sur le crâne. De toute manière c'est idiot, économiquement au moins. Il serait plus rentable de payer les gens à ne rien faire que de les payer à faire quelque chose qui non seulement ne peut rapporter, mais en plus coûte à la collectivité ! Vous n'en avez pas marre de travailler toute votre vie pour ça ! J'entends d'ici l'objection : et l'industrie des poubelles n'est-elle pas forcément touchée par les retombées de l'industrie du sucre d'orge ?

Marabout, bout de ficelle, selle de cheval... On pourrait remplir ainsi du papier, article perpétuel qui se mordrait la queue, tant que durera notre actuel système économique... Passons donc à des choses plus sérieuses.

CE mardi 3 février 1976, la justice militaire avait choisi comme arme la non-violence. Comme pour répondre à Jean-Louis Soulié, qui avait décidé d'axer son procès sur la parodie de justice que sont les tribunaux militaires, le T.P.F.A. de Metz avait choisi de répondre par avance, par une opération « portes ouvertes » : pas de contrôle d'identité, juste ce qu'il faut de service d'ordre pour sacrifier à l'apparat, un Président d'une patience capable d'écouter 26 témoins, un commissaire du gouvernement paternaliste. Seule fausse note, la police qui n'avait pas dû recevoir de consignes et qui enferma au commissariat, Manu Grillet et ses amis clowns venus faire de l'animation devant l'entrée du T.P.F.A. Ce qui prouve que les attaques répétées contre les T.P.F.A. ont atteint leur cible. Belle satisfaction pour Jean-Louis, qui était le coordinateur de l'action menée contre les tribunaux militaires avant son arrestation.

Jean-Louis Soulié était prévenu des délits d'insoumission et de refus d'obéissance. Il risquait une peine de 0 à 2 ans. Comme le fit remarquer Me J.J. de Félice, « Comment peut-on être insoumis – donc civil –, et répondre en même temps du délit de refus d'obéissance applicable aux militaires ? Il vous faut choisir !... » Le commissaire du gouvernement, suivi dans ses conclusions par le tribunal, justifia la validité de la double inculpation par le caractère purement administratif de l'incorporation, qui prévoit qu'on peut employer la force publique pour contraindre le réfractaire. C'est admettre, dira Me de Félice, « que la violence est source de droit. »

Vingt-six témoins étaient cités par la défense, de tous les horizons politiques, de toutes les nationalités. Marco Panella, journaliste italien, expliqua : dans son pays où « les cadres militaires ont été formés à l'école militaire fasciste, fondée en 1930 par son excellence Mussolini, les insoumis italiens risquent beaucoup plus de 24 mois de prison, mais ont en général 12 ou 13 mois maximum ».

Madame Rathuile, mère d'une des victimes du tunnel de Cherzy, Présidente des « victimes militaires en temps de paix », demande à ce qu'on « change au moins l'armée » puisqu'elle arrive à soumettre des jeunes gens au point « qu'ils sont dans l'impossibilité de résister à un ordre quelque idiot qu'il soit. » Elle dira aussi qu'« il aurait mieux valu que son fils soit comme Jean-Louis car il serait vivant aujourd'hui ».

Il y eut aussi des témoignages d'insoumis actuellement emprisonnés tels B. Rémy, Feutren, Schirmer, etc. dont je ne peux moi-même rendre compte étant pendant ce temps isolé en tant que témoin.

Quand j'arrivai dans la salle, je fus tout de suite frappé par la composition du tribunal : civils en robe rouge (le Président) et noire (son assistant) et trois juges galonnés. Jean-Louis, entouré pourtant de deux gendarmes, exhalait un parfum de liberté, intervenant aux côtés des témoins, interpellant le tribunal, toujours attentif aux moindres murmures de la salle. Public merveilleux qui applaudisait, riait, mais savait aussi se taire. Un public à la hauteur, tout simplement.

Nous eûmes droit ensuite au réquisitoire du commissaire du gouvernement, recueil exceptionnel de tous les lieux communs en la matière : « Si nous ne vendons pas d'armes, d'autres, l'U.R.S.S. et les U.S.A., le feront et ils sont moins désintéressés. » « Si on nous attaque, il faut pouvoir se défendre », etc. Il a même réussi à placer Pliouchtch ! Le Soljenitsyne est en baisse en ce moment. Enfin ce fut l'apothéose, il a fini par plaider l'irresponsabilité totale en expliquant qu'il était bien forcé de demander l'application de la loi, et que si elle ne nous plaisait pas, c'était non pas à lui, mais à la Chambre des députés qu'il fallait le dire. Le comble fut lorsqu'il proposa à Jean-Louis de se renier. Monsieur le Commissaire du Gouvernement, je le dis sans haine et sans crainte, je vous plains.

Mes Pierre, J.J. de Félice, et H. Leclerc, chacun dans des styles complémentaires, interviennent en dernier lieu pour tenter de répondre à l'accusation et de convaincre le tribunal. Plaidoiries admirables de générosité et de clairvoyance. Plaidoiries prophétiques. « Quel projet d'hommes avez-vous ? », reprendra Me de Félice. Me Leclerc : « On vous a bernés, vous êtes devenus des professionnels. Allez chercher les hommes que vous êtes et libérez Jean-Louis. » Me Pierre : « la justice militaire n'est pas un abcès du judiciaire mais une prise de pouvoir de l'exécutif ».

Enfin la cour se retire pour délibérer. Jean-Louis sortira dans quatre mois, mais il peut être, à nouveau, amené par la force publique à la caserne et être à nouveau inculpé. Ce n'est donc pas fini pour ceux qui l'ont soutenu. Il faut que le rapport de forces qui a permis ce jugement de clémence existe au moment de sa sortie de prison en juin 76 pour le soustraire à l'autorité militaire.

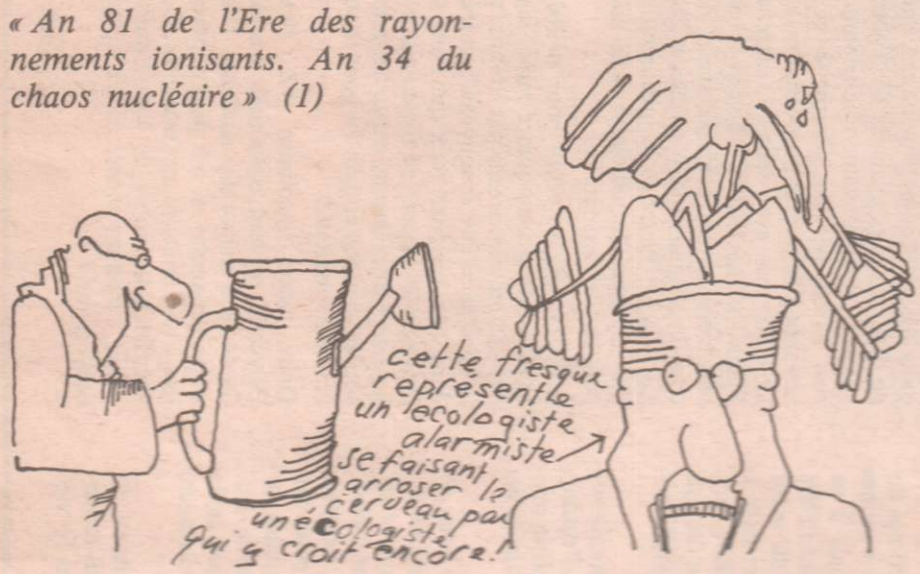
Deux autres insoumis, J.L. Stote et P. Guyenne, se sont constitués prisonniers à la fin de cette mémorable audience. D'autre part, treize personnes en ont profité pour renvoyer leur livret militaire aux autorités. Combien de vocations le procès de Jean-Louis a-t-il fait naître ? Peut-on encore croire à l'exemplarité de la peine ?

J.P. Derimay

nucléaire

IL EST MINUIT PASSÉ...

« An 81 de l'Ere des rayonnements ionisants. An 34 du chaos nucléaire » (1)



NOTRE indécrottable « optimisme » pourrait bien être la raison profonde des échecs répétés (et cumulatifs) par lesquels se solde le « combat écologique » des dernières années. Ne faudrait-il pas (et vite, le temps non seulement passe, mais s'accélère) en **finir** une fois pour toute avec la vision **futuriste** du catastrophisme écologique, et se vigoureusement persuader que les signes ne sont pas annonces de la fièvre, symptômes de la maladie à venir, mais bien manifestations d'une pathologie **actuelle**, sinon réactions d'un organisme en voie de guérison, **en lutte pour guérir ? en train de crever ?**

...N'en déplaise aux jocrisses de tous bords, je pense – et pas d'hier - que seul le radicalisme (dans l'analyse) d'un Pignero et d'un Fournier constitue une approche adéquate du problème. Et que le problème n'est pas celui de la Survie, mais bien celui de la Fin du (d'un) monde. Du = d'un (ou l'inverse) car il est de moins en moins sûr que nous en ayons un (et pourquoi l'aurions-nous ?) de rechange .

Qui connait Henry Adams ? C'est un mec, nous dit Mumford (2), qui, il y a plus d'un demi-siècle « perçut qu'il s'était produit **à partir du XIIIe siècle,** dans le domaine de l'énergie, un accroissement constant et une utilisation accélérée, et que la chose avait constitué dans la transformation de **la civilisation occidentale** un facteur essentiel ». Mumford ajoute : « Dès 1905, Adams se rendait compte que cela ne constituait pas un bienfait sans mélange, étant donné que l'accélération du temps risquait de détruire entièrement la structure sociale, dont le caractère branlant lui était déjà décelable en des nations « avancées » comme l'Angleterre et la France. Dans la mesure où quiconque en pouvait, avec bien de l'audace, entreprendre la tâche, Adams se mit en devoir de préparer ses contemporains à comprendre une telle situation, et à se disposer à pratiquer des transformations appropriées **dans leurs habitudes de pensée** et leurs institutions. Bien que **l'échec** d'Adams à éveiller fût-ce une étincelle de réaction doive tempérer les espoirs de quiconque voudrait suivre ses traces, ce fait même démontre une partie du thème du présent chapitre : l'existence de coutumes et compulsions anciennes, attachées à des fantasmes archaïques, qui rendent les victimes du mythe de la machine incapables de prendre les mesures de défense nécessaires pour ralentir l' « automation », et contrôler les forces qui menacent l'existence même de l'homme. »

Voici ce qu'écrivait, en **1903,** Adams à son confrère historien H.O. Taylor : « Le postulat de l'unité, lequel était la marque de la pensée humaine au Moyen-Age, a succombé très lentement aux preuves de la complexité. **La stupeur de la science devant le radium** en est une preuve. Il n'en est pas moins tout à fait sûr, d'après ma vingtaine de graphiques et de courbes, qu'au taux accéléré de la progression depuis 1600, encore un siècle ou un demi-siècle ne sera pas nécessaire pour **mettre sens dessus dessous la pensée.** Le droit, dans ce cas, disparaitrait en tant que théorie ou principe a priori, et céderait la place à la force. La moralité deviendrait police. Les explosifs atteindraient une puissance cosmique. La désintégration dominerait l'intégration. »

Mumford cite un extrait de l'ouvrage que, quelques années plus tard (3), le principal assistant de Rutherford (le découvreur « théorique » de la fission de l'atome), Frederick Soddy, consacrait à la radioactivité : « Le problème de la transmutation et de la libération de l'énergie atomique afin d'assurer le labeur du monde a cessé d'être entouré de mystère et d'ignorance, mais se voit réduit de jour en jour à une forme susceptible de raisonnement quantitatif exact. Il se peut que ce problème reste à jamais irrésolu. Mais nous sommes en train d'avancer sur la seule route à même de nous apporter la réussite, à une allure qui rend probable qu'un jour verra son obtention. **Si jamais ce jour venait, que nul ne s'aveugle sur l'ampleur de l'enjeu, ni ne s'imagine qu'une telle acquisition pour les ressources physiques de l'humanité puisse être confiée en toute sécurité à ceux qui dans le passé ont transformé en malédictions les bénédictions déjà conférées par la science. »**

Adams, en 1910, dans une Lettre aux professeurs d'histoire, « appelait l'attention de ses confrères sur les transformations alors en cours, et leur conseillait de s'appliquer à comprendre les forces en œuvre, ainsi qu'à unir leurs intelligences en un effort pour imaginer les transformations institutionnelles nécessaires pour tourner ces forces immenses à l'avantage de l'homme étant donné que, non contrôlées, « des bombes d'une violence cosmique » risqueraient d'amener la civilisation elle-même à son terme (...)... L'échec d'Adams à susciter l'attention du monde scientifique n'impliquait nul manque de puissance dans ses arguments historiques. **Les possibilités qu'il avait révélées étaient simplement trop désagréables pour être envisagées par ses contemporains. »** (4)

...Cinquante ans après, les « Cassandre » sont toujours autant écoutées par leurs contemporains.

Mettre la pensée sens dessus dessous... « Non le principe de réalité, mais le **sur**réalisme. (...) Une perpétuelle promenade en plein centre de la zone interdite. (...)

...La politique (le pouvoir), c'est **pisser** en public... « liaison entre l'ambition et l'érotisme **urétral** (Freud) ». (4)

En finir avec la politique. (5)

Nouvelles de la dérision

Emprunté au dernier « Ionix » paru (6), cet inénarrable « dialogue » entre le cher Professeur Pellerin, chef du S.C.P.R.I. (Service Central de protection contre les rayonnements ionisants, Ministère de la Santé) et un intervenant, M. Astaud (professeur de CET), au cours d'une des réunions d'information organisées par la préfecture du Haut-Rhin.

– **Pellerin à Astaud :** « Mon cher Collègue, vous avez l'air de vous intéresser beaucoup à l'énergie nucléaire, à ses risques éventuels. Avant de répondre utilement aux différentes questions que vous avez posées (...), je voudrais vous demander si vous trouvez quelque chose de positif dans l'énergie nucléaire (...) ? »

- **Astaud** : « Bien sûr, dans la mesure où d'une façon technologique tous les problèmes seront résolus. Nous ne disons pas systématiquement non à cette forme d'énergie. Elle est à prendre en considération. Il ne faut pas la négliger, dans la mesure où tous les problèmes d'ordre technique seront résolus et en particulier ce problème des déchets (...) »

- **Pellerin** : « (...) Je voudrais savoir si vous considérez que l'état de la réglementation et de l'hygiène publique est tel que vous refusez l'énergie nucléaire maintenant, que vous la refusez aujourd'hui. »

- **Astaud** : « on ne refuse rien pour l'instant. » (7)

– **Pellerin** : « Si c'est comme ça, je peux répondre à votre question (sic, NDLR) (..) Avant de parler des 24 000 ans du plutonium, sur le plan biologique il y a des substances qui, elles, ne sont pas radioactives et qui sont toxiques : par exemple le plomb, le mercure (...) Le plomb (...) est sans doute un des éléments qui ont fait disparaitre la civilisation romaine, car les Romains mettaient du plomb partout, y compris dans leurs vins pour leur donner du goût. Le plomb métal est un toxique largement : on a évalué à quelque 20 à 25 000 tonnes la quantité de plomb que les Romains ont installé à Lyon. Ce plomb est toujours dans l'environnement de Lyon (...) Les gens vivent avec ce plomb, ils sont obligés de l'absorber. On a même pas les moyens de le détecter, puisqu'il n'est pas radioactif (...)

En ce qui concerne le plutonium 239 et sa période de 24 000 ans (...) certains vous disent : « on ne sait pas ce qui se passera dans 24 000 ans si l'on accumule du plutonium », **c'est assez comique** (c'est moi qui souligne, E.P.). Qui sait s'il y aura encore une humanité dans 24 000 ans ? Je l'espère. Mais si elle a disparu, ce n'est certainement pas au plutonium qu'elle devra sa disparition. Comme l'a dit M. Goubet, il y a de l'uranium partout dans le monde, et il a 4,5 milliards d'années de période. Que se passera-t-il dans 4,5 milliards d'années – l'âge de la terre – puisque la quantité n'aura diminué que de moitié ? Vous me direz qu'il faut 3,5 tonnes d'uranium pour faire un curie, mais la vie sur la terre supporte allégrement cette radioactivité depuis son origine.

Je vais vous parler d'un radio-élément plus courant, le potassium radio-actif, le potassium 40. C'est un radio-élément naturel qui forme à lui seul une famille et qui a 1,5 milliard d'années de période. Or, chacun d'entre nous comporte dans son organisme plusieurs milliers de picocuries de potassium 40 (...) Vous me direz que cela ne parle pas beaucoup. Je vais donner quelque chose de précis : chacun d'entre vous qui êtes ici, rien qu'avec le potassium 40 qui est dans vos organismes, vous comportez entre 300 000 et 500 000 désintégrations radio-actives par minute. Le fait que nous soyons réunis ensemble ici augmente à peu près du double l'irradiation de chacun d'entre nous, du fait que nous nous irradions les uns les autres. Il faut y penser, parce que sont les radio-éléments à longues périodes d'une façon plus exacte (...) »

Faudrait pouvoir citer in extenso la prestation du cher Professeur...

Sachez néanmoins que ledit Professeur se livre (en quelque cinquantes lignes) ensuite à une classification des scientifiques :

- 1. les compétents (ils sont pro-nucléaires...)
- 2. ceux qui sont des scientifiques et (mais ?) qui ont des états d'âme (Rostand, Gofman...)
- 3. les ignorants et les rigolos (Sternglass, Mary Weik, Pignero, bien entendu...)

... Où vous rangez-vous. Monsieur Pellerin ?

E.P.

---

(1)' Selon la chronologie de Jean Pignero. Avez-vous lu, fait lire son « Petit Livre Noir », P.R.I. 58/59, à commander à A.P.R.I., 12, rue des Noyers, 77380 Verneuil l'Etang. (10 F)

(2) Ouvrage déjà plusieurs fois cité ici : « Le mythe de la machine ». Tome 1 : La technologie et le développement humain; Tome 2 : Le pentagone de la puissance. (Fayard, 1974, 70 et 90 F.)

(3) Frederick Soddy, « The interpretation of Radium », (Londres, 1909; rééd. 1920.)

(4) Henry Adams, « The Degradation of the Democratic Dogma » (New York, 1919.)

(5) cf. Norman O. Brown. « Le corps d'amour », essai, Denoël, Lettres Nouvelles, 1967 (Trad. Roger Dadoun).

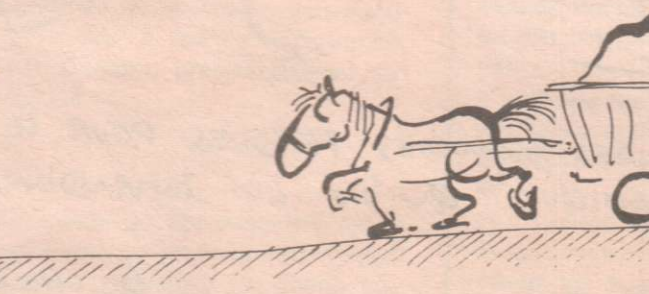
(6) Ionix, n° XIII. Bulletin d'information du Comité pour la Sauvegarde de Fessenheim et de la Plaine du Rhin.

(7) Cher monsieur Astaud, on refuse **tout** (du nucléaire) pour l'instant ! Et pour demain aussi...

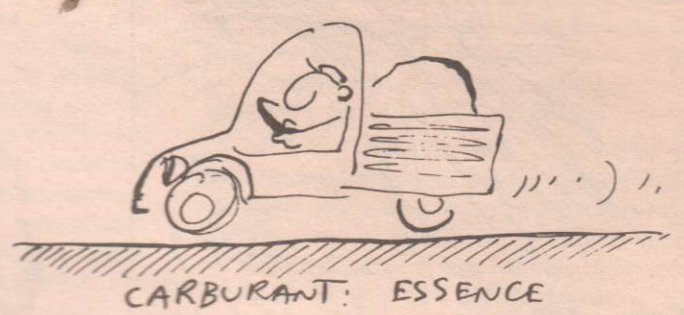
ENERGIE SOLAIRE

UN CHEVAL — DEUX TONNES

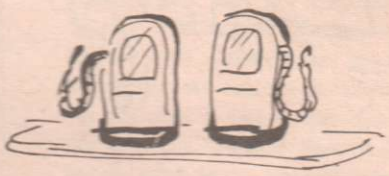
CARBURANT: FOIN



UNE CAMIONNETTE — 500 Kg



CARBURANT: ESSENCE



TOUS DEUX PEUVENT TRANSPORTER LE MÊME POIDS PENDANT LE MÊME LAPS DE TEMPS.

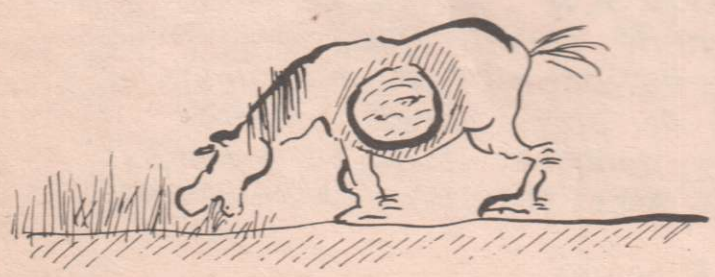
6 Km EN 1 HEURE

6 Km EN 4 VOYAGES
DE 500 Kg ET 15 MINUTES CHACUN

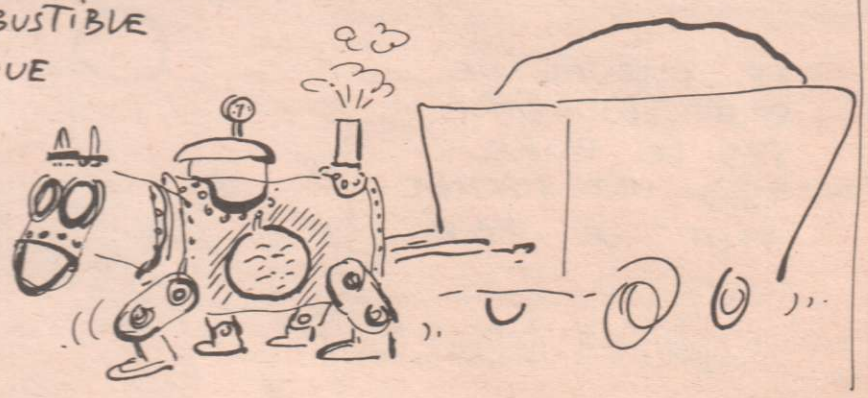
POUR EFFECTUER LE MÊME TRAVAIL LE CHEVAL DOIT CONSOMMER ENVIRON 10 Kg DE FOIN LA CAMIONNETTE 3 LITRES D'ESSENCE

PARCE QUE LA **VALEUR ENERGETIQUE** DE TOUTE MATIÈRE VÉGÉTALE SÈCHE EST TROIS FOIS PLUS FAIBLE QUE L'ESSENCE, EN FAIT ELLE EST MÊME DIX FOIS PLUS FAIBLE COMPTE TENU DU TRAVAIL PLUS FORT DE LA MACHINE, VITESSE PLUS ÉLEVÉE, RESISTENCE DE L'AIR etc...

EN REVANCHE, SI L'ON TRANSFÈRE LE COMBUSTIBLE D'UN CHEVAL À UNE MACHINE THERMIQUE



CELLE-CI FOURNIRA UN TRAVAIL MÉCANIQUE PLUS ÉLEVÉ QUE LE CHEVAL.



SUITE →

SUITE

JE VOUDRAIS POSER UNE QUESTION

EST-CE QUE LA MACHINE SERA CAPABLE DE ME RAMENER À LA MAISON, TOUTE SEULE, UNE FOIS QUE JE SERAI BOURRÉ ?

NON ?

BON

C'EST TOUT CE QUE JE VOULAIS SAVOIR

EN FAIT, LE CHEVAL EST, MÊME S'IL RAMÈNE LE PAYSAN BOURRÉ À LA MAISON, UNE MAUVAISE MACHINE THERMODYNAMIQUE

QUAND IL REMUE LES OREILLES

QUAND IL DIGÈRE

REMUE LA QUEUE

OU LÈVE LA PATTE

QUAND IL RESPIRE

IL DÉPENSE DES CALORIES PERDUES POUR LE TRAVAIL MÉCANIQUE QU'ON LUI DEMANDERA.

DE PLUS LA MACHINE A L'AVANTAGE DE LA SOUPLESSE ELLE NE CONSOMME **QUE** LORSQU'ELLE TRAVAILLE

LE CHEVAL BOUFFE TOUT LE TEMPS, MÊME LE DIMANCHE

L'IDÉAL SERAIT QUE LE CHEVAL MANGE LES BRANCHES, LES RONCES, LES BROUSSAILLES QU'ON DOIT EXTRAIRE CHAQUE ANNÉE DES HAIES ET DES BOIS. ET CELÀ **SEULEMENT** QUAND IL TRAVAILLE !

GUEULE DU CHEVAL

VOUS NE VOULEZ PAS QUE JE FASSE DU MIEL EN PLUS ?

LE CHEVAL NE PEUT PEUT-ÊTRE PAS LE FAIRE MAIS UNE MACHINE PEUT LE FAIRE

LE SOLEIL NOUS ENVOIE CHAQUE ANNÉE 1000 KW AU MÈTRE CARRÉ MÊME COMPTE TENU DU FAIBLE RENDEMENT DE LA PHOTOSYNTHÈSE ON DOIT POUVOIR FAIRE TOURNER PLEIN DE MACHINES AVEC LES HAIES D'UN PAYSAN

À SUIVRE

REISER

ÉTATS ÉTHYLIQUES AVANCES

« Il est temps de fuir ces hommes étranges qui trouvent dans leur propre fin un divertissement. »

Extrait de « Fou-l'Art-Noir », de Yves Buin, dans « De la déception pure, manifeste froid » (10/18).

DES millénaires d'asservissements ont forgé chez les humains un fatalisme aberrant et leur ont inculqué l'impossibilité de s'en sortir. « Que voulez-vous, mon bon monsieur, la mort, c'est la vie ! Mais oui, c'est dur à dire, mais il y eut toujours des guerres, il y en aura toujours. » L'humanité est un fleuve et nous en sommes quelques gouttes, oui, et comme des papillons attirés par une lumière artificielle, les masses se fracassent, au fil des générations, sur des écueils que leur aliénation masquait. Aujourd'hui, les masses approchent des chutes et continuent de ramer, quoique sur des rapides. Que l'avenir se déchire sous les secousses de cataclysmes écologiques ou dans les hoquets de l'installation d'un fascisme triste et irréversible, les masses plongeront. Qu'est-ce qui les motiverait pour refuser de plonger ? L'instinct de conservation ? Le désir de vivre ? Il y a belle lurette que la vie s'en est allée... Tant qu'il y aura un seul beauf' pour mugir ses mutilations, l'espoir sera mince. Dans les rires gras qui ponctuent les blagues grivoises, la peste émotionnelle joue la grue au comptoir du Café du Commerce (1). La langue française contient 35000 mots. Le turfiste du pastis dominical n'en utilise couramment que 400. (Et combien sont-ils, les pseudo-intellectuels qui ne lisent pas la G.O. tout simplement parce qu'ils la trouvent chiante ?) Si la parole n'est pas assassinée, son terrain est torpillé. Et l'on emprunte tout doucettement l'impasse du novlangue (2), cette domestication horrifiante de la pensée.

Les technocrates qui programment nos existences sont des êtres diminués et ils nous calquent leurs infirmités. Ils s'entredévorent, se fauchent des marchés, vlan, je te rafle ce département et paf, tu me refiles tes actions, et à chacune de leurs opérations, c'est un peu plus de souffrances pour leurs esclaves, pour chacun et chacune d'entre nous. Frustrés, ils signent rapidement des accords dans un motel aseptisé et vont ensuite se taper en vitesse une call-girl devenue mobilier familier. Ce sont ces êtres apeurés qui nous gouvernent, et ils nous ont inoculé leur trouille.

Société méconnue de l'Inde, les Hunzas (3), qui ignorent la maladie, seraient indifférents à la camelote de Péchiney et causeraient des migraines à Mérieux tout comme les Indiens d'Amazonie provoquèrent des crises de nerfs à leurs colonisateurs blancs parce que ces indigènes ne pouvaient comprendre le sens de la propriété privée.

Les connaissances en écologie des peuples Autres se sont à jamais perdues dans les ethnocides successifs. Les lambeaux sauvés remplissent des livres et se figent dans les bibliothèques. Une loupe embuée sur des peuples fossilisés : quelle monstruosité... Les territoires les plus reculés de notre globe s'ouvrent enfin à nos scrappers autour desquels bourdonnent des nuées de reporters pour magazines glacés. Le zoo est planétaire et l'exotique fait fureur dans la monotonie du design. Doublé du culot d'un pique-assiette et de l'insistance d'un démarcheur à domicile, un ministre réveillonnera ses auges chrétiennes au sein d'une tribu d'Indiens parqués et clochardisés. Ailleurs, émules d'un George-Marie Haard à la botte de Citroën, les routiers sympas se lancent, au volant de leur vingt tonnes, sur les pistes d'Alexandre le Grand. A l'ombre des minarets, entre un narguilé rutilant et un samovar électrique, les populations locales se bâffreront de portions de La-Vache-Qui-Rit. Les premiers charters lâchent sur les Galapagos leurs hordes de touristes niais, et les iguanes géants, rescapés de bien des déluges, en crèveront de leurs pénates troublées. Paumée dans le Pacifique, l'île de Pâques, qui remplit les poches à plus d'un archéologue marginal, n'échappe pas aux carnages : les célèbres statues relevées sont, contrairement à la tradition, tournées face à la mer, sans doute pour recevoir poliment les terrestres, avides d'un extra, que déverse la compagnie aérienne Lan Chile.

La civilisation industrielle a tout pillé, tout saccagé, tout bousillé. Et sa merde donne parfois d'étonnants résultats comme, dans un petit village anatolien, ce chauffeur qui avait baptisé fièrement sa voiture : « Paris-Taxi ».

Quant à notre culture – même si prétendue subversive – d'Européens, elle nous sert de soupape pour supporter un mode de vie dingue. Nous ne disposons plus de boussoles. C'est le vide, et dans les décombres de nos sociétés détruites, il restera toujours un transistor pour nous rappeler qu'avec Concorde, nous y serions déjà.

La complotite dépasse l'entendement. Voici que la botanique porte atteinte non seulement au moral, mais à la sûreté même de la civilisation industrielle. De récentes découvertes en cette discipline nous obligeront bientôt à bouleverser radicalement les théories d'hier qui se bâtissaient sur le monde végétal. Un domaine immense, fantastique, se devine. Une dimension nouvelle annulera tous nos schémas, dimension avec laquelle, au fond, les sociétés indiennes s'harmonisaient.

Ainsi, parce qu'un jour, comme ça, elle a compris qu'il lui était plus commode, plutôt qu'elle, de faire porter son processus de reproduction par un insecte qui vivait dans ses parages, une variété d'orchidée risque de disparaître si son bouc émissaire venait à s'éteindre. Ainsi, les plantes perçoivent la musique et les intentions des humains. Ainsi, les plantes éprouvent des sensations – ici, le vocabulaire est délicat à employer. Nous en sommes aux premiers tâtonnements, et que ceux-ci abordent le végétal comme le minéral, ils sont déjà terriblement explosifs. Avec l'émerveillement et la naïveté de la fillette citadine qui marche pour la première fois dans un champ enneigé et qui, à un moment, demande à sa mère où sont les toilettes, on part explorer des mondes que les sociétés indiennes, si elles ne se les explicitaient pas – à nos regards rationnels –, du moins les vivaient. Et le paradoxe est saisissant : ce que la civilisation industrielle a rasé pour son indispensable croissance, revient en force pour la survie de ses éléments humains.

Révolutionnaires complices, apprenez la forêt, foncez dans la botanique. Parlez aux fleurs, elles vous instruiront plus sur les maux de ce bas-monde qu'un siècle et des poussières de marxisme ardu. Et tant pis pour les hurlements dans les gradins ! Ces gradins d'où Reich s'est fait traiter de cinglé quand il proposa timidement ses études sur l'orgone. Là aussi, un domaine immense s'offre à nous, tout comme celui de la botanique, et il ne faut pas les laisser aux mains de nos maîtres sous prétexte que ces domaines nous effraient et ébranlent le confort de nos intellects. L'écologie nie les œillères.

Isabelle décrit – de façon chouette – ses états d'âme. Moi, je signe mes états éthyliques.

Christian Treillard

(1) A lire et relire : « La psychologie de masse du fascisme » de Wilhelm Reich. Comme dirait le critique de service, c'est d'une actualité cuisante. Editions Payot.

(2) En annexe au roman « 1984 » de George Orwell. Encore lui, je sais. Disons que ce bouquin est chez moi ce que Madame Soleil est chez d'autres. Paru en « Folio ».

(3) « La vie des Hunzas » : petit livre paraît-il épuisé. Annonce personnelle : si des lecteurs en ont de trop...

SUR LE TERRAIN

LA « TECHNOLOGIE DOUCE » EN QUESTIONS

« Que les meilleurs gagnent ». C'était – histoire de rigoler, mais certains n'ont pas le sens de l'humour – la conclusion de l'annonce (dans la G.O. de la semaine dernière) du débat **« Technologie douce : quel avenir ? »** à la librairie Entente à Paris.

Face à face dans une cave bondée, les animateurs de l'association « Alternative et Technologie » et les rédacteurs du dossier « Energie solaire » de la revue « Ecologie ». Pendant plus de deux heures, l'équipe d'A. et T. s'est ingéniée à ne pas répondre aux questions précises posées par les gens d'« Ecologie » (et quelques autres). Questions politiques surtout : opportunité de créer un intermédiaire entre les producteurs de technologie douce et les consommateurs, intérêt d'importer des éoliennes des États-Unis, non-citation des références de livres et bandes vidéo dans le catalogue d'A. et T. (voir G.O. n° 59). Questions techniques : sur les rendements, les caractéristiques du capteur « Solarasol », etc. (voir APRE n° 167).

Pour toute réponse à ces questions, A. et T. a choisi d'interrompre à tout bout de champ les participants du camp « adverse », de recourir à de grotesques fausses sorties, à de feintes indignations de vierges offensées, à de basses attaques personnelles éloignées du débat. Il va de soi que si Alternative et Technologie se décide à répondre sérieusement à ces questions posées en vain depuis plusieurs mois, la G.O. s'engage à lui ouvrir ses colonnes.

Du coup, il a hélas été peu question du sujet annoncé : « les technologies douces : quel avenir ? » Quelques points fondamentaux ont cependant été affleurés : est-il souhaitable ou non de se lancer – comme le font A. et T. ou la coopérative Scopsol (voir G.O. n°74) – dans la commercialisation de matériel solaire et doux ? Peut-on concilier révolution et marchandise ? Est-ce un « progrès » (ou un moindre mal) que General Electric et le CEA fassent du solaire à la place du nucléaire ? Une centrale solaire de 10 MW est-elle encore une « technologie douce » ?

Trop souvent, le débat s'est trouvé réduit à la question : « les techniques douces peuvent-elles être rapidement une alternative au nucléaire ? » Fausse façon de poser le problème. D'abord parce que, jusqu'ici, le nucléaire a probablement dépensé plus d'énergie qu'il n'en a produit, et ça ne semble pas être demain la veille que son bilan énergétique deviendra positif. Ensuite, c'est fondamental, **l'alternative ne peut se cantonner à la technologie.** L'élaboration de techniques « douces » ne peut être séparée de la recherche et de la mise en pratique d'une organisation sociale alternative. En d'autres termes, le changement de l'infrastructure technique est une condition nécessaire, mais non suffisante, à la création d'une société autogestionnaire et écologique. Souhaitons qu'il y ait sous peu d'autres débats, d'autres discussions qui approfondissent ces questions, tout en débouchant sur des expérimentations pratiques.

Laurent Samuel

« Alternative et Technologie », B.P. 51, 75861 Paris Cédex 18.

« Ecologie », n° 3 : dossier énergie solaire. 12 F. 12, rue Neuve du Pâtis, 45200 Montargis.

SUR LE TERRAIN *(suite)*

NUCLÉAIRE : DEVINE QUI VIENT COORDONNER CE SOIR... (1)

A l'initiative du Comité Anti-nucléaire de Toulouse et de l'Association Toulousaine d'Écologie avait lieu samedi 7 et dimanche 8 février à Paris au Collège de France une réunion en vue de créer une coordination antinucléaire nationale.

Étaient notamment présents, outre les groupes invitants, le collectif de Braud et Saint-Louis, le CRIN de Normandie, des syndicalistes de la CFDT, le Groupement des Scientifiques pour l'Information sur l'Énergie Nucléaire, le Groupe Information Travail d'Orsay, le « Mouvement Écologique », les Amis de la Terre, le PSU, la Fédération Anarchiste, divers groupes écologiques de Paris et de la région parisienne (que les oubliés me pardonnent).

Aucune structure de coordination nationale n'a été mise sur pied, mais une réunion « élargie » se tiendra les 20 et 21 mars (le lieu sera précisé ultérieurement) avec (on l'espère) les groupes absents cette fois-ci. Une série de décisions importantes ont quand même été prises :

– **Une campagne d'information sera lancée sur la pollution des nappes d'eaux souterraines par l'industrie nucléaire.** Une affiche nationale doit être réalisée sur ce thème.

– **L'occupation non-violente du site de Creys-Malville** (Isère), où sera construit le surgénérateur Super-Phénix, est envisagée pour le mois de juillet.

– **Une marche sur la Hague est prévue** (date à préciser). Renseignements : Benoît Duley, Comité local d'information nucléaire de Flamanville, 50340 Les Pieux, qui se charge aussi de la coordination et de l'information sur les déchets nucléaires et les transports de matériaux radioactifs.

– **Un stage de technologies douces** – avec « université du soleil » et fabrication d'objets – aura lieu en juillet à **Braud et Saint-Louis** sur le terrain du Groupement Foncier Agricole, en face du site de la centrale.

– Les comités anti-nucléaires sont invités à intervenir systématiquement en fonction des conditions locales à l'occasion des **élections cantonales et municipales,** et en tout cas à « interpeller » publiquement sur l'énergie nucléaire les Conseils Municipaux, les Conseils Régionaux et les Agences de Bassin.

– Une campagne d'information est lancée sur les **lignes à haute tension.** Coordination : Dominique Châtelain, 4 impasse Malcousinat, 31000 Toulouse.

– Une campagne de masse d'**autoréduction des factures d'électricité** est envisagée. **L.S.**

(1) Titre emprunté à Brice Lalonde des Amis de la Terre.

CONTRE LA CHASSE EN BAIE DE SOMME

Le GEPOP (Groupe d'Etude et de Protection des Oiseaux en Picardie) organise le dimanche 15 février une manifestation contre la chasse printanière aux oiseaux d'eau en Baie de Somme. En France, le tir des oiseaux migrateurs (col-vert excepté) se poursuit jusqu'au 28 mars, compromettant la nidification de nombreuses espèces. Aussi le GEPOP organise-t-il un grand rassemblement d'informations pour la suppression de cette chasse tardive et meurtrière.

Rendez-vous à 9 h 30 précises au Cap Hornu, entre St Valéry-sur-Somme et Le Hourdel. Pancartes, banderoles, etc, vivement souhaitées.

GEPOP, Musée de Picardie, 80000 Amiens.

TOUR MONTPARNASSE : L'ATOME IRANIEN VISÉ

Les journaux l'ont signalé discrètement ou pas du tout : l'attentat du jeudi 5 février à la Tour Montparnasse visait le siège de la société « l'énergie atomique de l'Iran ». Le groupe « Solidarité Révolutionnaire Internationale » revendique cet attentat, qui n'a heureusement fait aucune victime.

« Le Chah, tyran féodal reçu en grande pompe partout dans le monde, torture et fusille les prisonniers politiques dans l'indifférence générale. Il n'est que le prototype musclé de la répression internationale, « la rencontre discrète entre Ponia et son collègue espagnol à Nice n'ont pour but que d'organiser la répression contre les révolutionnaires ». On parle de libéralisme à grand tapage en Espagne, et on libère une poignée de réformistes, mais on a la certitude que les prisonniers politiques continueront à pourrir dans les geôles de Juan Carlos. De même en France, en Italie, et en Allemagne les prisonniers politiques moisissent dans les tôles de Giscard, Moro, Schmidt. D'autre part les fascistes agissent impunément partout. Les éléments du groupe « Justice Pieds Noirs » eux sont bien libres...

Dites-vous bien que **tant que tous les prisonniers politiques n'auront pas été amnistiés aussi bien en Iran, en France, en Espagne, en Italie, qu'en Allemagne nous frapperons de plus en plus dur contre le capitalisme international** dans toutes ses expressions économiques et politiques. **Libérez les GARI, les Bretons, et les Corses** qui croupissent en prison depuis un an et demi.

La « Justice » bourgeoise n'existe pas.

La justice, les prolétaires la feront dans l'action. »

Solidarité Révolutionnaire Internationale

MEETING ANARCHISTE INTERDIT

« Alors que la salle était archi-comble au 44, rue de Rennes (à Paris) pour le Meeting Antimilitariste organisé (le 4 février) par la Fédération Anarchiste, la police est intervenue, prétextant une alerte à la bombe, pour faire évacuer cette salle, ceci avec l'accord de la gérance. Après une première évacuation de la police, afin de rechercher cette prétendue bombe, alors que cette vérification avait déjà été faite par les militants de la Fédération Anarchiste, les participants ont pu réintégrer la salle. Devant ce fait, la Fédération Anarchiste avait décidé de passer outre cet interdit. Le meeting ayant commencé, la police est réintervenue et nous a contraint d'évacuer les locaux sous la menace d'une intervention des forces de l'ordre. Alors que le Sergent Dupuy et ses homologues gauchistes ont la possibilité de plaider en faveur de l'armée bourgeoise ou populaire, la liberté d'expression est refusée aux antimilitaristes. Malgré cette interdiction et la dispersion dans le calme de ses militants, la Fédération Anarchiste se réserve le droit, par les moyens qu'elle jugera bon, d'employer, d'affirmer son refus de toutes les armées. »

Fédération Anarchiste, 3 rue Ternaux, 75011 Paris, Tél : 805.34.08.

LUTTE ANTINUCLÉAIRE

●**DUNKERQUE : Un forum régional antinucléaire aura lieu les 21 et 22 février au centre social de Grande Synthe.** Il aura pour but de débattre de toutes les questions concernant l'électronucléaire, d'étudier les conséquences qu'aurait un éventuel abandon de l'énergie nucléaire, de confronter et clarifier toutes les positions sur le nucléaire, de dégager, le cas échéant, de nouveaux moyens de lutte.

On peut s'inscrire pour l'hébergement ou les repas au forum contre le programme électro-nucléaire, 7, rue Royer, 59140 Dunkerque.

● **BELFORT :** sous le patronage de l'inspecteur d'académie, la Fédération des Œuvres Laïques de Belfort vient d'organiser les 29 et 30 janvier à l'intention des scolaires (2e à terminale) et du public une série de conférences-débats sur l'énergie nucléaire animée par Jean Debiesse, ancien directeur du Centre d'études nucléaires de Saclay, grand personnage de l'Éducation Nationale, de la Ligue Française de l'Enseignement.

La personnalité du conférencier et sa façon de mener les débats, soulèvent quelques questions. A-t-on le droit de mener dans le cadre scolaire ce qui est en fait une action d'endoctrinement auprès des jeunes ? Les arguments sont discutables, parfois franchement inexacts, voire faux.

Deux organisations de défense de l'environnement (Nature et Vie Belfort, A.B.P.N.), le G.R.A.N.V. local, le P.S.U. et la C.F.D.T. ont signé un tract. La contradiction a été apportée lors des débats. Ces groupes envisagent prochainement une contre-information.

Association Belfortaine de Protection de la Nature, B.P. 70, 90 Belfort.

● **CAEN :** M. Leprince-Ringuet est venu, au théâtre de Caen, expliquer que les scientifiques faisaient de la recherche fondamentale sur le nucléaire, mais que les applications dans l'industrie, dans l'agriculture et dans le domaine militaire étaient du ressort des hommes politiques. Il se lave les mains des risques et dangers de l'utilisation des découvertes scientifiques, risques et dangers dénoncés par 5000 scientifiques français.

LES OBJECTEURS ESPAGNOLS PASSENT A L'OFFENSIVE

Du temps où régnait l'honorable Franco, les objecteurs espagnols avaient besoin d'une « couverture ». Ils utilisèrent la commission nationale Justice et Paix, institution bien en cour de l'église espagnole. C'est ainsi qu'au mois de mai 75, cette commission proposa ingénument la création d'un corps de « volontaires pour le développement », par lequel toute personne ayant travaillé deux ans au service de la population serait dispensée des obligations militaires. Il y avait 120 signatures au bas du texte. C'était un coup fourré, mais le gouvernement ne bougea pas.

Pendant ce temps, les futurs objecteurs s'organisent sur le terrain. Un groupe commence alors à vivre en communauté à l'Hospitalet, dans la banlieue populaire de Barcelone. Ils aident à la construction de la « casa de la reconciliacion », et pendant l'été dernier organisent une « colo » et des ateliers de travail manuel artistique, ainsi que des cours de formation et d'alphabétisation. Il paraît même qu'un « club des personnes agées » est ouvert, animé par les objecteurs, ainsi qu'un jardin d'enfants de 30 places animé, lui, par des mères qui participent à son organisation.

Tout ce travail a lieu dans l'ambiance politique bouleversée que l'on sait : loi antiterroriste, cinq condamnations à mort, mort de Franco, etc... Une campagne nationale d'information est lancée, accompagnée d'un film en couleurs de 45 minutes. La nuit de Noël, ils balancent 60 000 exemplaires d'un manifeste : « Un camino hacia la Paz - Manifesto de los objetores de conscien-cia ». Cent curés acceptent de le lire à la messe de Noël, et il est repris par la grande presse hebdomadaire. Le 15 janvier 76. cinq d'entre eux deviennent légalement insoumis. Le gouvernement n'est toujours pas intervenu. Dans divers coins d'Espagne, plusieurs groupes d'objecteurs se préparent.

Un secrétariat international de soutien a été créé et est animé par les deux internationales non violentes (qui ont bien besoin de redorer leur blason) : WRI, IFOR, 35 rue Van Elewijck, 1050 Bruxelles, Belgique. Un dossier en français va sortir sous peu. Un compte postal d'aide financière est ouvert (n'hésitez pas, ils n'ont vraiment pas un rond !) : CCP 21454, Mme Deloncle, Perpignan. Des contacts sont pris avec le Conseil de l'Europe, le Parlement européen, les syndicats à Bruxelles, la Commission Internationale des Juristes, l'Unesco, le Conseil Oecuménique des Eglises, etc...

Les objecteurs viennent de proposer un chantier international (type SCI) en Espagne avec la présence d'étrangers. Ils ont prévu plusieurs ripostes en cas d'arrestation,- mais pour le moment, ils ont besoin que l'on parle d'eux. Alors n'hésitez pas à en informer votre voisin.

Georges Didier

Appel financier

Nos camarades espagnols sont en train d'éditer une revue de recherche. Le numéro 1, « la non-violence dans la politique », vient de sortir. Le numéro 2, « économie et non-violence », le numéro 3, « l'objection de conscience », et le numéro 4, « l'action non-violente », sont en préparation. Il leur faut trouver environ 20 000 FF pour assurer un tirage de 3 000 exemplaires. Si les lecteurs de « La Gueule Ouverte » pouvaient les aider, ce serait avec joie que nous leur transmettrions les dons. Adressez vos chèques à « Alternatives » (mettre au dos : publication Espagne). C.C.P. Lyon 2.915.21. 3 rue Lemot, 69001 Lyon.

Des délégations des comités locaux d'information et de lutte antinucléaire de Basse-Normandie étaient venues poser quelques questions (en particulier sur les doses admissibles en France dans l'industrie nucléaire et son environnement, sur les leucémies qui dans la Hague se développent parmi les travailleurs et la population, sur la réduction par 100 des doses maintenant autorisées aux États-Unis) et apporter la contradiction.

Mais les organisateurs ont monopolisé la parole et le micro. La parole a été coupée à un des spécialistes de physique nucléaire de la faculté de Caen, sans doute jugé non conforme. La police en civil indiquait à la police en uniforme les contradicteurs qu'il fallait évacuer et certains policiers ont frappé des participants avant de les embarquer. C'est ainsi que les organisateurs conçoivent le dialogue et la démocratie. Le scientifique lui même, redescendu sur terre, a exigé que la police sorte.

A la télé régionale, aucune photo de la réunion n'a été montrée. Aucune interview d'anti-nucléaires n'est passée. Nous protestons contre le « bourrage de crâne » officiel. Nous condamnons des procédés inadmissibles dans un pays qui se veut démocratique. Représentatifs des agriculteurs, pêcheurs et travailleurs menacés dans leur travail comme dans leur vie par le nucléaire, nous exigeons le droit de réponse à la télévision régionale.

Didier Anger, président du Comité Régional d'Information et de Lutte Antinucléaire, Flamanville, 50340 Les Pieux.

● **NANCY : Le colloque « énergie nucléaire et société » se déroulera les 14 et 15 février à la maison des jeunes et de la culture, 27 rue de la République.** Différents thèmes de discussions seront répartis dans plusieurs groupes qui feront leur rapport, le 15 en fin d'après-midi. C'est organisé par le comité d'information nucléaire, 125 rue du val de fer, 54230 Neuves Maisons.

● **ORLÉANS :** Le C.A.N.O. (Comité Anti-Nucléaire de l'Orléanais), qui s'est donné pour tâche immédiate de favoriser une information la plus large et objective possible sur les problèmes de l'énergie, lance une campagne d'information dans les Maisons de Jeunes et de la Culture (exposition et montage audio-visuel).

L'exposition anti-nucléaire sera du 9 au 13 février à la bibliothèque municipale d'Orléans, avec projection du montage audio-visuel et débat le 13 à 18 h. Du 16 au 20 à la M.J.C. St Marceau, avec projection du montage et débat le 19 à 20 h 30. Du 23 au 27 à la M.J.C. Gare, avec projection du montage et débat le 27 à 20 h 30.

Comité antinucléaire de l'Orléanais, 62 rue du petit pont, 45000 Orléans.

Dans le numéro quatre d'ECOLOGIE (Dec-Janvier 76) au sommaire : réflexions sur les rapports entre le mouvement écologique et les partis politiques, " Ecologistes et Prolétariat ", " L'autarcie ", " Ecocide ", " Nucléaire aux U.S.A ", etc... Abonnement - 5 numéros : 35 Frs Chèques à l'ordre des Editions " La Sorienne ". Ecologie : 12, rue Neuve-de-Patis - 45200 Montargis.

TUTTI FRUTTI

● **PARIS :** Le groupe Cinéma Libre de Bordeaux présentera un film : **« Le pressoir »** (sur Braud St Louis) en super 8, le samedi 14 février à 10 h 30 à Vidéo Ciné Troc, 8 villa du parc Montsouris, 75014 Paris.

● **PARIS :** Le G.R.A.T.P.P. fait appel à toutes les personnes ayant été sanctionnées pour non paiement des transports publics, afin d'opérer un regroupement de ces procès verbaux en prévision d'une action. Il est également important que les personnes ayant subi des préjudices de la part de l'appareil répressif qui s'installe intensément au sein de ce secteur informent l'association. Permanence : G.R.A.T.P.P., le samedi de 10 à 12 h à la Gamelle, 32 rue des Trois Frères, 75018 Paris, tél : 606 48 63. Le courrier est à envoyer à cette adresse.

● **PARIS :** Deux nouvelles conférences-débats organisées par Nature et Progrès. Le mercredi 11 février : **« l'agriculture et le jardinage biodynamiques »**, par Xavier Florin ; et le 18 : **« comment agir sur le physique et le mental d'un enfant avant sa naissance »**, par madame Nonclerq. Elles ont lieu au siège de Nature et Progrès, 45 rue de Lisbonne, 75008, et débutent à 19 h 30.

● **GENÈVE :** A la Maison de quartier, 18 bis avenue Ste Clotilde, **mois sur la « crise »** du 3 au 28 février. Au programme, le 13 : **« l'économie genevoise face à la conjoncture »**, le 20 : **« la crise mondiale actuelle et les relations entre pays industrialisés et Tiers-Monde »**, le 25 : **« Par delà la crise, les multinationales ».**

● **RENNES :** Une **coopérative** vient d'ouvrir à Rennes, 3 rue Saint Michel, elle s'appelle **Celephais.** Pour le moment, on peut y trouver des disques 20% moins cher qu'ailleurs, des objets artisanaux, de la laine à partir de 45 F le kg. C'est aussi un lieu où on peut prendre son petit déjeuner, déguster des pâtisseries, voir des expositions, échanger des vêtements. Ce lieu pourrait également devenir une garderie d'enfants, un restau-cantine, une coop de bouffe bio, un atelier de réparations de vélos, mobylettes, voitures, une salle de cinéma 16 mm, etc..

Toutes les idées sont les bienvenues, les parts de coopérateur (10 F minimum) aussi.

● **Les Comités de Lutte des Objecteurs viennent de rééditer le guide de l'objecteur de conscience,** le premier tirage à 7000 exemplaires étant épuisé. Toute commande doit être adressée au C.L.O., B.P. 103, 75522 Paris Cedex 11, prix de vente : 5 F, port compris. D'autre part, les C.L.O. lancent une souscription nationale. « La situation actuelle pouvant évoluer rapidement, le manque d'argent ne doit pas être un obstacle à la lutte des objecteurs contre l'armée.

● **SAINT CYR SUR LOIRE :** à l'occasion des élections cantonales, un candidat « écologiste » se présentera à St Cyr sur Loire. Le soutien actif et financier des intéressés est bienvenu. Contact : Yannick, 5 rue Jean Pallu de Lessert, 37 Saint Cyr sur Loire.

Les campagnes d'information sur la militarisation et les possibilités de la combattre, les actions de soutien et les procès coûtent cher ». Pour tout contribution à la souscription : C.C.P. J.P. Lafay, 33549 La Source.

● **LYON :** Le Mouvement Ecologique Rhône-Alpes (MERA), 68 rue Mercière, 1 rue de la monnaie, 69002 Lyon, quitte le « Mouvement Ecologique » de la Cité Fleurie à Paris.

● **Congrès annuel du Mouvement International de la Réconciliation : Défense civile non-violente,** les 21-22 février 1976 à Besançon.

Groupes de travail : défense populaire et violence économique ; défense nationale et défense des acquis sociaux ; défense civile et défenses psychologiques ; conditions et exemples concrets d'une défense populaire non-violente. Présence des militants CFDT Lip, présentation des chantiers autogérés par des insoumis et montages audio-visuels. Inscription : Jean-Pierre Cattelain, 3, rue A. Lebœuf, 25000 Besançon.

PRESSE PARALLELE

● **La Criée, le journal de la région de Marseille, est en danger : deux millions de dettes.** Abonnez-vous (3 mois : 36 F, 6 mois : 70 F, un an : 136 F), faites le connaître. Au sommaire du dernier numéro : le point sur la fermeture du foyer des jeunes délinquants des Buissonets, les « Griffet » après un an de lutte contre la fermeture de leur usine, deux pages d'explications et de schémas pour la construction d'un chauffe-eau solaire, les programmes des spectacles de la région, des annonces, etc...

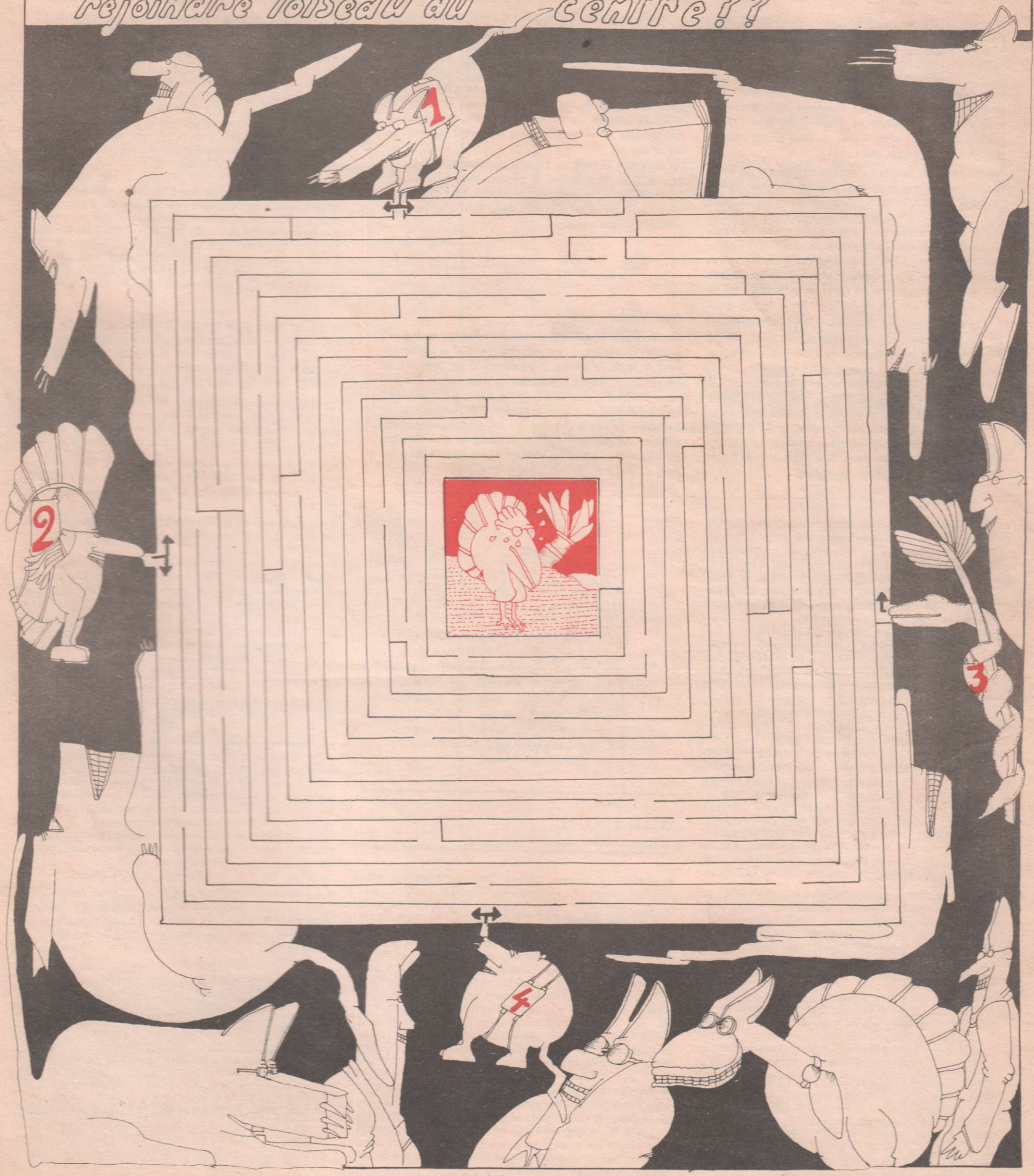
La Criée, 39 allée L. Gambetta, 13001 Marseille.

● **Le Rictus Occitan** reparaît et on est bien content. Il a une nouvelle adresse : 11 Villefloure. Le prix de l'abonnement c'est 40 F pour dix numéros, il a grand besoin de diffuseurs. On vous en reparlera plus longuement quand on l'aura reçu !

« la Gueule Ouverte »
fondateur : Pierre Fournier
responsable de la rédaction : Arthur
patience à toute épreuve : Fifine
administration : « les éditions PATATRAS ! »
société de presse au capital de 2100 F
8, rue de Condé, 75006 Paris. (tél. : 033.47.02)
directrice de la publication : Isabelle Cabut
dépôt légal : 1er trimestre 1976
imprimerie : « Les Marchés de France »
44, rue de l'Ermitage, 75020 Paris
distribution N.M.P.P.
abonnements : un an : 180 F ; 6 mois : 95 F

Spécial enfants d'écologistes

Lequel des 4 animaux numérotés va aller rejoindre l'oiseau au centre??



Imprimerie : Les Marchés de France, 44 rue de l'Ermitage, 75020 Paris - Directeur de la publication : Isabelle Cabut. N° commission paritaire : 53257. Distribution N.M.P.P.